



Bruxelles-Capitale
COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE
Administration

Secrétariat général
Relations internationales et coordination du suivi des directives européennes

***RAPPORT DE LA
COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE
RELATIF AUX SIEG***

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	Les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

5 mars 2009 - Décret relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.

- 4 juin 2009. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.

Décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil (Moniteur Belge du 18 juin 1999) modifié par le décret du 6 juillet 2001 (M.B. du 26 octobre 2001);

- Arrêté du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maison d'accueil (M.B. du 11 octobre 2000), modifié par les arrêtés du 18 octobre 2001 (« Arrêté Non-Marchand ») (M.B. du 09 juillet 2002), du 20 décembre 2001 (M.B. du 02 juillet 2002), et du 4 septembre 2003 (M.B. du 29 septembre 2003);
- Arrêté du 27 février 2003 portant règlement de l'octroi de subventions à l'investissement aux maisons d'accueil (M.B. du 14 avril 2003).

Décret du 13 mai 2004 relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé.

- Arrêté du 14 avril 2005 portant application du décret relatif aux subventions pour l'achat, la construction, la rénovation, l'aménagement, l'équipement, l'extension et l'ameublement de certains centres, services, maisons, organismes ou initiatives d'habitations protégées relevant de la politique de l'action sociale, de la famille et de la santé

Décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées (M.B., 23.01.2008).

- Arrêté 2008/1561 du Collège de la Commission communautaire française du 2 avril 2009 portant application du décret du 22 mars 2007 relatif à la politique d'hébergement et d'accueil à mener envers les personnes âgées (M.B., 14.07.2009).

Décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et au subventionnement des centres de formation d'aides familiaux.

- Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 octobre 1999 relatif à l'agrément et au subventionnement des centres de formation d'aides familiaux.

Description du mode d'organisation des services concernés

Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.

Contenu des services considérés comme des SIEG.

1. Les centres de planning familial : 27 agréés

Le centre de planning familial exerce les missions suivantes :

1° l'accueil, l'information et l'accompagnement des personnes, des couples et des familles.

A cet effet, il est tenu :

a) d'accueillir toute personne en situation de détresse affective, relationnelle, sexuelle et administrative et de lui apporter écoute, réponse et orientation;

b) d'organiser des consultations médicales, psychologiques, sociales et juridiques;

c) d'assurer le suivi des grossesses et les consultations prénatales et d'aider les femmes enceintes en difficulté;

d) d'organiser des activités de prévention, afin de préparer les jeunes à la vie affective, relationnelle et sexuelle, d'assurer l'information et de susciter la réflexion auprès des adultes, sur ce thème;

e) d'informer les personnes et les groupes sur tout ce qui concerne la contraception, la grossesse désirée ou non et l'interruption volontaire de grossesse.

Dans le respect de la loi, le centre peut développer des activités dans le domaine spécialisé de la pratique d'interruption volontaire de grossesse réalisée.

Le centre de planning familial peut développer des activités spécifiques dans des domaines plus spécialisés liées aux missions notamment dans le cadre de la consultation conjugale, de la médiation familiale.

2° le développement d'une politique de prévention en coordination avec les acteurs sociosanitaires.

2. Services d'aide à domicile : 7 agréés

Le service d'aide à domicile exerce les missions suivantes :

1° permettre aux bénéficiaires de mieux vivre à domicile, d'acquérir et de préserver leur autonomie, avec le soutien d'aides familiaux, seniors et ménagers, en concertation avec l'environnement familial et de proximité et les autres intervenants professionnels s'il échoit;

2° accorder l'aide par priorité à ceux qui en ont le plus besoin et qui sont les plus démunis sur le plan financier, de la santé physique ou psychique ainsi que sur le plan social.

3. Maisons d'accueil : 15 agréées

La maison d'accueil a pour missions l'accueil, l'hébergement et l'aide psychosociale adaptée aux bénéficiaires afin de promouvoir leur autonomie,

leur bien-être physique et leur réinsertion dans la société. On entend par bénéficiaires : les adultes, les mineurs émancipés, les mères mineures, les mineures enceintes, caractérisés par une fragilité relationnelle, sociale ou matérielle se trouvant dans l'incapacité de vivre de manière autonome, ainsi que les enfants à charge qui les accompagnent. On entend par enfants à charge, les enfants dont les bénéficiaires s'occupent habituellement.

4. Services d'accueil de jour pour personnes âgées : 3 centres agréés

Un service d'accueil de jour (SAJ) est un service destiné à accueillir en journée des personnes âgées d'au moins 60 ans afin de les aider à maintenir ou à rétablir un lien social, à favoriser leur autonomie et à les guider dans leurs démarches socio-sanitaires. Ce service est destiné prioritairement aux personnes âgées ne résidant pas dans un établissement résidentiel destiné aux personnes âgées. Les résidents d'une maison de repos ou maison de repos et de soins n'y ont pas accès.

Passerelles entre le logement privé et la maison de repos, ces centres accueillent toute personne âgée en perte d'autonomie et ayant besoin d'un accompagnement psychologique, paramédical ou social. Ils accueillent un maximum de vingt personnes par jour et sont ouverts cinq jours par semaine. Ils mettent à disposition un service social, un service d'ergothérapie, une assistance en matière d'hygiène corporelle, un encadrement paramédical, des animations (jeux, chant, repas, sorties spectacles, etc.), un service de transport entre le centre et le domicile, le déplacement vers l'hôpital, etc.

5. Centres de formation d'aides familiales : 3 agréés
dispensent une formation qualifiante s'étalant sur 10 mois comprenant des cours théoriques et des stages pratiques. Le stagiaire sortant de la formation qualifiante d'aide familial peut, grâce à la certification, porter le titre d'auxiliaire polyvalent des services à domicile et en collectivités.

6. Les Services de Télégilance : 2 agréés

Un service de télégilance (STV) est un service offrant une assistance à distance et une possibilité d'intervention urgente 24 heures sur 24 heures aux personnes âgées d'au moins 60 ans.

7. Les services d'aide aux justiciables : 4 services

En ce qui concerne l'aide aux victimes et à leurs proches, le service d'aide aux justiciables exerce les missions suivantes :

- assurer une permanence spécifique dans des

	<p>locaux appropriés;</p> <ul style="list-style-type: none"> • apporter aux victimes et à leurs proches, une aide psychologique centrée sur les causes et les conséquences, • directes ou indirectes, de l'infraction; • accompagner les victimes ou leurs proches qui sollicitent une aide, tout au long de leurs démarches pour faire face aux conséquences de la victimisation, en ce compris la victimisation secondaire et, si possible, les aider à en obtenir réparation; • informer et orienter la victime ou ses proches dans ses relations avec la police, le pouvoir judiciaire et les sociétés d'assurances, ainsi que l'orienter en vue d'obtenir le bénéfice de l'aide de l'Etat aux victimes d'actes intentionnels de violence • faciliter l'accès des victimes et de leurs proches aux services de l'aide aux personnes et de la santé, par un travail de partenariat avec les acteurs socio-sanitaires. <p>En ce qui concerne l'aide aux victimes et à leurs proches, le service d'aide aux justiciables peut exercer, en outre, la mission complémentaire suivante : sensibiliser le public et les organismes concernés aux droits et aux besoins spécifiques des victimes, en organisant des formations à destination des acteurs psycho-médico-sociaux, des entreprises ou des services publics.</p> <p>En ce qui concerne les inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus et leurs proches, le service d'aide aux justiciables exerce les missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • assurer une permanence spécifique dans des locaux appropriés; • leur apporter ainsi qu'à leurs proches, une aide psychologique, individuelle et collective; • accompagner ceux qui sollicitent ou acceptent une aide pour faire face aux conséquences de leurs actes ; • les informer et les orienter dans leurs relations avec la police ou le pouvoir judiciaire; • faciliter leur accès aux services de l'aide aux personnes et de la santé par un travail de partenariat avec les acteurs socio-sanitaires; • soutenir leur insertion ou leur réinsertion socioprofessionnelle. <p>En ce qui concerne les inculpés, condamnés en liberté, ex-détenus et leurs proches, le service d'aide aux justiciables peut, en outre, contribuer à l'élaboration et à la mise en oeuvre de solutions alternatives à la détention</p> <p>8. Initiatives : 10 projets</p> <p>soutien aux actions visant à promouvoir, améliorer, protéger, évaluer, maintenir ou rétablir la qualité de vie de la population par une approche interdisciplinaire et en partenariat avec d'autres acteurs socio-sanitaires.</p>
--	--

Formes de mandat	<ul style="list-style-type: none"> - Arrêté ministériel portant agrément - Arrêté de catégorisation - Arrêté de subventionnement pour les Initiatives
Durée du mandat	<p>Services ambulatoires (centres de planning familial, services d'aide à domicile, services d'aide aux justiciables)</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans, renouvelable maximum une fois, pour l'agrément provisoire - indéterminé pour l'agrément définitif - agrément soumis à une démarche qualitative qui peut aboutir à son retrait si les indicateurs de qualité ne sont pas satisfaisants <p>Maisons d'accueil 5 ans renouvelable</p> <p>Services d'accueil de jour pour personnes âgées six ans renouvelable</p> <p>Services de télévigilance six ans renouvelable</p> <p>Centres de formation d'aides familiales cinq ans renouvelable</p> <p>Initiatives maximum 1 an, renouvelable</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Définis dans le décret relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.
Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé. Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation	<p>1. Centres de planning familial L'équipe minimale dispose, au moins, de 0.16 ETP psychologue, de 0.16 ETP assistant social, de 0.16 ETP juriste et de 0.16 ETP médecin. La subvention relative aux frais de fonctionnement est fixée à 5.140 euros par travailleur ETP subventionné. Toutefois un montant minimum annuel de 24.230 euros est garanti à chaque centre de planning familial. Tous les cinq ans une intervention pour les frais d'informatisation est octroyée à chaque centre de planning familial pour couvrir les frais d'achat du matériel informatique à concurrence d'un montant maximum de 3.850 euros. Une subvention de 21 euros par heure est octroyée pour les heures de consultation autres que de consultation médicale, ainsi que pour les heures de réunion, d'accueil et de prévention prestées par les membres de l'équipe du centre de planning familial qui travaillent sous le statut d'indépendant.</p> <p>2. Services d'aide à domicile Les modalités d'octroi des subventions aux services</p>

	<p>d'aide à domicile sont les suivantes :</p> <p>1° La subvention relative aux activités des aides familiaux et seniors comporte :</p> <p><i>a)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales des aides familiaux et seniors. La contribution du bénéficiaire est déduite de ce montant.</p> <p>Pour la distribution des repas à domicile, un seul montant de 1,24 euros par heure prestée est déduit du montant forfaitaire. La distribution de repas ne peut excéder 4 heures par jour;</p> <p><i>b)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales du personnel administratif;</p> <p><i>c)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement;</p> <p><i>d)</i> un montant forfaitaire par prestation à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service (ou du coordinateur général) et des responsables d'équipe;</p> <p><i>e)</i> un montant forfaitaire pour un ETP à titre d'intervention dans les charges salariales pour le personnel de direction lorsque le service comporte plus de 100 ETP.</p> <p>2° Un montant forfaitaire supplémentaire par prestation d'aide familial ou senior est octroyé à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service (ou du coordinateur général) et des responsables d'équipe pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche, les jours fériés légaux et pour toute prestation avant 7 heures et le soir après 18 heures pour autant que ces heures représentent au moins 4 % du volume total d'heures prestées à domicile;</p> <p>3° La subvention relative aux activités des aides ménagers comporte :</p> <p><i>a)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales des aides ménagers. La contribution du bénéficiaire est déduite de ce montant.</p> <p>Pour la distribution des repas à domicile, un seul montant de 1,24 euros par heure prestée est déduit du montant forfaitaire. La distribution de repas ne peut excéder 4 heures par jour;</p> <p><i>b)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales du personnel administratif;</p> <p><i>c)</i> un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement;</p> <p><i>d)</i> un montant forfaitaire par prestation à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service (ou du coordinateur général) et des responsables d'équipe.</p> <p>4° Les subventions pour les heures prestées par les</p>
--	---

	<p>aides familiaux, seniors et ménagers le dimanche, les jours fériés légaux ou le matin avant 7 heures et le soir après 18 heures sont majorées d'un supplément horaire de 50 %, les subventions pour les heures prestées le samedi sont majorées d'un supplément horaire de 35 %. Pour les aides ménagers, ces subventions ne sont octroyées que pour la distribution de repas à domicile;</p> <p>5° La durée de déplacement est prise en considération dans le calcul des subventions à raison d'un quart d'heure par prestation.</p> <p>Lorsqu'une aide intensive est accordée, la subvention, par prestation, prévue pour couvrir la rémunération du responsable de service et des responsables d'équipe est multipliée par deux pour une prestation de 6 heures et par trois pour une prestation de 8 heures;</p> <p>7° L'indexation des montants forfaitaires est effectuée de la manière suivante :</p> <p>Chaque fois que la moyenne des indices quadrimestriels des prix à la consommation de deux mois consécutifs atteint l'un des indices pivots ou est ramené à l'un d'eux, les montants forfaitaires sont calculés en les affectant d'un coefficient 1,02ⁿ représentant le rang de l'indice de pivot atteint. Les montants sont toujours adaptés au début d'un trimestre.</p> <p>La subvention relative aux prestations des aides familiaux et seniors est plafonnée à 4/5 du nombre maximum d'heures de prestations subventionnées fixé annuellement par l'autorité régionale. Elle est plafonnée à 2/5 de ces heures pour les aides ménagers.</p> <p>Les heures de réunions syndicales prestées par les aides peuvent être assimilées à des heures de prestations à concurrence de :</p> <p>1° quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions du Conseil d'Entreprise;</p> <p>2° quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions du Comité de Prévention et de Protection du Travail – CPPT;</p> <p>3° quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions de la délégation syndicale.</p> <p>Les heures destinées aux examens médicaux effectués conformément à la Loi sur le bien-être au travail peuvent être assimilées à des heures de prestation.</p> <p>Les réunions de coordination interne ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention qu'à concurrence d'une moyenne de deux heures par aide et par semaine.</p> <p>Les réunions de coordination externe ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention qu'à concurrence d'une moyenne de vingt heures par an et par aide.</p>
--	---

	<p>La subvention pour frais de formation continuée du responsable de service, des responsables d'équipe et du personnel administratif et de direction s'élève à 1 % de la masse salariale de ce personnel.</p> <p>3. Maisons d'accueil Une maison d'accueil peut être agréée pour une ou plusieurs des catégories d'activité suivantes : catégorie 1 : accueil d'adultes isolés; catégorie 2 : accueil d'adultes isolés avec enfants; catégorie 3 : accueil de familles. Une capacité maximale d'accueil est déterminée pour chaque catégorie d'activité lors de l'agrément. Le montant de la subvention est lié à la catégorie dans laquelle la maison est agréée et à ses possibilités d'accès pour les bénéficiaires. Les subventions sont destinées à couvrir, d'une part, des frais de rémunération du personnel, (des frais de formation du personnel,) des frais de fonctionnement et, d'autre part, des frais d'infrastructures de la maison d'accueil selon les critères et les modalités fixés par l'autorité régionale. Il détermine le pourcentage des frais de personnel admis aux subventions octroyées pour les frais de formation continuée des travailleurs. Les frais de fonctionnement comprennent les frais liés au fonctionnement de la maison ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative.</p> <p>4. Services d'accueil de jour pour personnes âgées Subvention forfaitaire annuelle à titre d'intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement: 50.000 €. Par subsides de fonctionnement, on entend toute dépense n'entraînant pas d'amortissement (salaires, formations, achats consommables, ...).</p> <p>5. Centres de formation d'aides familiales La subvention comprend par cycle de formation réalisé : 1° une subvention forfaitaire de 18 592,01 euros à titre d'intervention dans les frais de rémunération d'un coordinateur, employé, au moins à mi-temps et titulaire d'un diplôme ou certificat du niveau de l'enseignement secondaire supérieur ou, à défaut, pouvant justifier d'une ancienneté de 10 ans dans le secteur non marchand. 2° une subvention forfaitaire de 22,31 euros par heure de cours. Le total des heures ne peut dépasser 500 heures par cycle. Toutefois, lorsque le centre de formation agréé répartit les élèves d'un même cycle de formation en plusieurs groupes, le nombre maximum de 500</p>
--	---

	<p>heures peut être dépassé, la subvention allouée pour les cours d'hygiène et premiers soins et de formation ménagère étant calculée à raison du nombre d'heures dédoublées.</p> <p>3° une subvention forfaitaire de 22,31 euros par heure de réunion d'accompagnement. Le total des heures de réunions d'accompagnement ne peut dépasser 50 heures par cycle.</p> <p>4° une subvention forfaitaire annuelle de 3 966,30 euros à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement incluant notamment des frais de documentation et de matériel pédagogique.</p> <p>Les montants sont révisables et liés à l'indice-santé . Ils sont adaptés annuellement chaque premier janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation.</p> <p>6. Services de télévigilance</p> <p>Le Collège de la Cocof octroie une subvention au STV lorsque celui-ci applique une réduction tarifaire de 15 € par mois minimum aux bénéficiaires répondant aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le bénéficiaire est une personne âgée d'au moins 60 ans, reconnue comme handicapée, et dont les revenus ne dépassent pas le montant donnant accès au statut 'BIM' ou 'OMNIO' dans le cadre de l'assurance soins de santé - le bénéficiaire est une personne de 75 ans au moins, dont les revenus ne dépassent pas le montant donnant accès au statut 'BIM' ou 'OMNIO' dans le cadre de l'assurance soins de santé. <p>Une subvention de 1,25 € indexés est également octroyée pour les frais de gestion par mois et par dossier.</p> <p>7. Services d'aide aux justiciables</p> <p>Une intervention financière ne peut être demandée au bénéficiaire que si elle est indispensable à une relation thérapeutique. Cette intervention financière ne peut être supérieure à 17 euros par consultation, indexé.</p> <p>L'équipe minimale dispose au minimum d'un mi-temps psychologue et d'un mi-temps assistant social. Les subventions octroyées pour frais de fonctionnement sont de 13.300 euros pour l'équipe et 1.140 euros par ETP de personnel agréé et subventionné au-delà des 1,5 ETP de base.</p> <p>8. Initiatives :</p> <p>Octroi de la compensation par appel à projets</p> <p>Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget justificatif</p>
--	---

Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>Services agréés contrôle et inspection des services par des agents habilités : respect des conditions d'agrément et des normes imposées, consultation sur place des pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de la mission Sur base d'un dossier justificatif annuel et de pièces justificatives Calcul du trop perçu sur base des dépenses admissibles et réduction de la subvention de l'année qui suit en proportion</p> <p>Initiatives Introduction de pièces justificatives au terme de l'activité Contrôle des pièces justificatives fournies Visite et contrôle sur place Remboursement du trop-perçu sur la base du dossier justificatif accepté</p>
Montant de l'aide octroyée 2012	
Montant total de l'aide octroyée	61.772.233,05 € dont Centres de planning familial : 6.709.526,37 € Services d'aide à domicile : 27.227.373,15 € Maisons d'accueil : 9.358.964,29 € Services d'accueil de jour pour personnes âgées : 1.194.593,95 € Centres de formation d'aides familiales : 9.009.197,92 € Services de télévigilance : 1.996.975,11 € Initiatives : 6.148.194,4 €
Autres informations quantitatives	<p>COCOF 2012 Centres de planning familial : 6.709.526,37 € Services d'aide à domicile : 27.227.373,15 € Maisons d'accueil : 9.358.964,29 € Services d'accueil de jour pour personnes âgées : 383.539,37 € Centres de formation d'aides familiales : Services de télévigilance : 132.729,26 € Initiatives : 6.148.194,4 €</p>

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

- les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique
- la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique
- la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni

- la difficulté d'établir l'existence d'un marché donné caractérisé par la confrontation d'une offre et d'une demande
- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	La garde d'enfants

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale en 2012 :

17 FEVRIER 2005. - Décret relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services d'accueil spécialisé qui relèvent exclusivement de la Communauté française du fait de leur organisation unilingue francophone, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments. MB : 2005-04-27

20 AVRIL 2006. - Arrêté 2005/587bis du Collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance, services d'accueil spécialisé, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments. MB : 2006-10-04

18 JUILLET 2013. - Décret de la Commission communautaire française visant au soutien de l'accueil de l'enfance. MB : 2013-09-19 (Ed. 1)

Description du mode d'organisation des services concernés	
Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné. Contenu des services considérés comme des SIEG.	<p>1. Subventions en infrastructures : octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de crèches, crèches parentales, préguardiennats, maisons communales d'accueil de l'enfance et services d'accueil spécialisé qui relèvent exclusivement de la Communauté française du fait de leur organisation unilingue francophone, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments</p> <p>2. L'asbl FRAJE (Formation Recherche Accueil Jeune Enfant) qui vise l'amélioration de la formation des professionnels de l'enfance.</p> <p>3. Initiatives soutien aux actions visant à promouvoir, améliorer, évaluer, maintenir l'accueil de la petite enfance en Région bruxelloise.</p>
Formes de mandat	<p>1. Subventions en infrastructures : La procédure d'octroi des subventions à l'achat de bâtiments comporte deux étapes :</p> <p>a) un accord de principe b) une décision définitive d'octroi de subvention.</p>

	<p>La procédure d'octroi de subventions à la construction, l'extension, l'aménagement, la rénovation ou les grosses réparations de bâtiments ainsi que l'équipement et l'ameublement comporte cinq étapes :</p> <p>1° un accord de principe;</p> <p>2° un avant-projet;</p> <p>3° un projet;</p> <p>4° une décision définitive d'octroi de subvention;</p> <p>5° un compte final d'entreprise.</p> <p>2. Fraje Arrêté portant subventionnement Convention du 22 juillet 1999 entre la Cocof et le Fraje</p> <p>3. Initiatives Arrêté portant subventionnement</p>
Durée du mandat	<p>1. Subventions en infrastructures : Durée des travaux ou durée de l'acquisition dans le cas d'un achat de bâtiment.</p> <p>2. Fraje La convention est valable un an reconductible tacitement.</p> <p>3. Initiatives Maximum un an, renouvelable.</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Normes fixées par les décrets de la Fédération Wallonie-Bruxelles (ONE)
<p>Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé.</p> <p>Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation</p>	<p>1. Subventions en infrastructures : Le taux d'intervention est fixé à 60 % du prix d'achat du bâtiment ou du marché de travaux, de fourniture ou de services, pour autant que ce montant ne dépasse pas le maximum fixé par le Collège. Toutefois, un taux d'intervention majoré, fixé par le Collège peut être octroyé en fonction des critères suivants :</p> <p>a) sécurité des structures d'accueil;</p> <p>b) faiblesse des contributions financières des parents;</p> <p>c) situation socio-économique du lieu d'implantation des structures d'accueil.</p> <p>Pour l'achat de bâtiment, le montant de la subvention est calculé sur base du prix d'achat majoré des droits d'enregistrement et des frais d'acte, à la condition toutefois que ce montant de l'achat ne dépasse ni la valeur vénale telle qu'elle a pu être estimée par le Comité d'Acquisition d'Immeuble ou par le Receveur de l'Enregistrement ni le montant maximum subsidiable. La subvention est calculée sur la base de</p>

	<p>la plus basse des ces trois valeurs majorée des frais d'acte et des droits d'enregistrement réduits en proportion du montant maximum pris en compte pour le calcul. Pour les travaux, le demandeur doit passer par un marché public.</p> <p>2. Fraje Intervention dans les frais de fonctionnement sur base d'un budget justificatif et aides indirectes (mise à disposition de locaux)</p> <p>3. Initiatives Intervention dans les frais de fonctionnement sur base d'un budget justificatif</p>
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>1. Subventions en infrastructures : Le demandeur : 1° ne peut modifier l'affectation des bâtiments pendant la durée de la période d'amortissement visée à l'article 7 sans l'autorisation préalable du Collège; 2° ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la construction ou l'achat a fait l'objet d'un subside et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment avant l'expiration des délais d'amortissement fixés à l'article 7 la part non amortie du montant de la subvention, majorée de 50 % de la plus-value éventuellement réalisée sur la partie du bâtiment ayant fait l'objet de la subvention; 3° ne peut vendre sans autorisation préalable du Collège le bâtiment dont la rénovation ou l'aménagement a fait l'objet d'un subside et doit rembourser en cas d'aliénation de ce bâtiment avant l'expiration du délai d'amortissement fixé à l'article 7 la part non amortie du montant de la subvention.</p> <p>2. Fraje et Initiatives Introduction d'un rapport d'activités et de pièces justificatives au terme de l'activité correspondant à la réalisation des projets déterminés dans l'arrêté d'octroi de la subvention Visite et contrôle sur place des pièces et des documents par les agents de l'Administration et désignés par le Collège Remboursement du trop perçu sur base des pièces justificatives éligibles</p>
Montant de l'aide octroyée 2012	
Montant total de l'aide octroyée	<p>1. Subventions en infrastructures : Secteur public : 378.200 € (635.000 € ordonnancé) Secteur privé : 205.600 € (295.000 € ordonnancé)</p> <p>2. Fraje 134.000,00 € + aides indirectes (mise à disposition de locaux)</p>

	3. Initiatives 89.980,00 €
Autres informations quantitatives	

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

- les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique
- la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique
- la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni
- la difficulté d'établir l'existence d'un marché donné caractérisé par la confrontation d'une offre et d'une demande
- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	Les soins de santé et de longue durée

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

5 mars 2009 - Décret relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.

4 juin 2009. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé.

Arrêté royal du 7 juin 2009 modifiant l'arrêté royal du 21 septembre 2004 fixant les normes pour l'agrément spécial comme maison de repos et de soins, comme centre de soins de jour ou comme centre pour lésions cérébrales acquises.

Arrêté 2002/454 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément spécial et au subventionnement des centres de soins de jour.

Description du mode d'organisation des services concernés	
<p>Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.</p> <p>Contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>1. Services de santé mentale : 23 agréés Le service de santé mentale exerce les missions générales suivantes : 1° offrir un premier accueil, analyser et, le cas échéant, orienter la demande de tout bénéficiaire; 2° poser un diagnostic et assurer le traitement psychiatrique, psychologique, psychothérapeutique et psychosocial de problèmes de santé mentale. Le diagnostic et le traitement de problèmes de santé mentale intègrent les aspects médicaux, psychiatriques, psychologiques et sociaux. Ils visent essentiellement à améliorer le bien-être psychique du patient dans ses milieux habituels de vie. 3° organiser, élaborer ou collaborer à des activités de prévention.</p> <p>2. Services en matière de toxicomanies : 15 agréés Le service actif en matière de toxicomanies exerce les missions d'accueil et d'information pour les usagers de drogues, leur famille et leur entourage et au moins une des missions générales suivantes : 1° l'accompagnement Le service actif en matière de toxicomanies accompagne la demande des bénéficiaires et assure, en son sein, par un suivi individualisé, la guidance psychosociale et administrative en concertation avec les personnes et institutions concernées, notamment les acteurs sociosanitaires, scolaires et socio-culturels. Il peut ensuite orienter ou réorienter les bénéficiaires</p>

	<p>en fonction de leurs besoins vers des personnes ou institutions plus appropriées;</p> <p>2° les soins</p> <p>a) Le service actif en matière de toxicomanies pose un diagnostic et assure le traitement des bénéficiaires rencontrant des problèmes liés à l'usage de drogues. Le traitement de ces problèmes intègre les aspects médicaux, psychiatriques et psychologiques. Il vise à assurer le mieux-être des bénéficiaires dans leur milieu habituel de vie, ce qui n'implique pas nécessairement leur sevrage.</p> <p>b) Le service associe au traitement du bénéficiaire, avec l'accord de celui-ci, le médecin généraliste désigné par le bénéficiaire et, dans la mesure du possible, tous les professionnels extérieurs à l'équipe du service, susceptibles de contribuer au traitement.</p> <p>3° la prévention</p> <p>a) Le service actif en matière de toxicomanies organise des activités de prévention ou collabore à l'organisation d'activités ayant pour objet la prévention, notamment la prévention des dommages encourus par les usagers de drogues.</p> <p>b) Les activités de prévention peuvent notamment consister en :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'information, la sensibilisation et l'éducation de la population ainsi que des acteurs sociosanitaires, psychosociaux, scolaires et socioculturels en matière de toxicomanies et de prévention des dommages encourus par les usagers de drogues; 2. les interventions spécifiques de prévention envers des groupes ciblés, notamment envers des personnes confrontées ou susceptibles d'être confrontées à des problèmes de toxicomanies. <p>Le service actif en matière de toxicomanies peut, en outre, exercer une ou des missions particulières suivantes :</p> <p>1° La réinsertion</p> <p>Le service actif en matière de toxicomanies effectue un travail d'encadrement nécessaire à la réinsertion sociale, familiale, scolaire et professionnelle des bénéficiaires. Il travaille en collaboration avec les personnes et institutions concernées, notamment les acteurs sociosanitaires administratifs, scolaires et socioculturels et le monde du travail.</p> <p>2° La liaison</p> <p>Le service actif en matière de toxicomanies mène une action de liaison entre différents intervenants ou entités qui accueillent des usagers de drogues. Il organise les collaborations de façon à ce que les besoins des bénéficiaires soient rencontrés de manière adéquate.</p> <p>3° La formation</p> <p>Le service actif en matière de toxicomanies assure la sensibilisation, la formation, la formation continuée</p>
--	--

ou la supervision d'intervenants confrontés ou susceptibles d'être confrontés aux problèmes rencontrés par les usagers de drogues.

3. Maisons médicales : 37 agréées

La maison médicale exerce, dans le cadre du développement des soins de santé intégrée, les missions suivantes :

- 1° dispenser des soins de santé primaires, soit des soins de première ligne dispensés en consultation et à domicile et le suivi préventif;
- 2° assurer des fonctions de santé communautaire, soit développer des activités coordonnées avec l'ensemble du réseau psycho-médico-social et créer des conditions de participation active de la population à la promotion de sa santé;
- 3° assurer des fonctions d'observatoire de la santé en première ligne, soit recueillir des données permettant une description épidémiologique de la population desservie, l'évaluation des objectifs et l'auto-évaluation des activités de la maison médicale en vue d'une amélioration de la qualité des soins;
- 4° assurer des fonctions d'accueil.

4. Centres de coordination de soins et de services à domicile : 6 agréés

Le centre de coordination de soins et de services à domicile :

- 1° organise, à la demande du bénéficiaire ou de son représentants et en collaboration avec son médecin traitant, l'ensemble des soins et des services nécessaires. à son maintien à domicile;
- 2° organise à la demande du bénéficiaire ou de son représentant et en collaboration avec son médecin traitant, l'ensemble des soins et des services permettant d'assurer la continuité des soins et des services ainsi qu'une surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, afin d'éviter ou de raccourcir l'hospitalisation.

5. Services de soins palliatifs et continués : 6 agréés

Le service de soins palliatifs et continués exerce tout ou parties des missions suivantes :

- 1° organiser et coordonner, à la demande du patient ou de son représentant, en collaboration avec son médecin traitant et en liaison notamment avec l'équipe hospitalière et tout centre de coordination, l'ensemble des soins et des services à domicile permettant d'assurer la continuité des soins et des services ainsi que la surveillance vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept;
- 2° organiser et dispenser des soins palliatifs et continués, en étroite collaboration avec le médecin traitant et toute coordination;

	<p>3° assurer l'organisation et les interventions psychosociales, notamment psychiatriques que nécessite un patient atteint d'une maladie à pronostic fatal ainsi que le soutien à son entourage, en étroite collaboration avec le médecin traitant;</p> <p>4° sensibiliser, assurer la formation, théorique ou pratique, la formation continue ou la supervision d'intervenants professionnels ou bénévoles, extérieurs au service amenés à traiter ou à soutenir les patients atteints d'une maladie à pronostic fatal et leur entourage.</p> <p>6. Centres d'accueil téléphonique : 2 agréés Le centre d'accueil téléphonique exerce les missions suivantes :</p> <p>1° organiser, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et tous les jours de l'année, un accueil téléphonique et, le cas échéant, une orientation qui répond le mieux à la situation ou aux difficultés qui ont motivé l'appel;</p> <p>2° être téléphoniquement accessible à la population;</p> <p>3° assurer la supervision de l'activité des écoutants.</p> <p>7. Réseaux : 13 agréés La finalité du réseau est d'améliorer la coordination, la complémentarité, la pluridisciplinarité, la continuité et la qualité des prestations et activités en faveur du bénéficiaire et/ou de la population du territoire desservi.</p> <p>8. Centres de soins de jour : 2 agréés Les centres d'accueil de jour offrent une structure d'accueil, pendant la journée, à des personnes âgées vivant à domicile et qui bénéficient au sein du centre des aides et soins appropriés à leur perte d'autonomie. Ce centre est implanté dans une maison de repos ou en lien avec une maison de repos.</p> <p>9. Initiatives : 66 projets soutien aux actions visant à promouvoir, améliorer, protéger, évaluer, maintenir ou rétablir la santé de la population</p>
Formes de mandat	<p>1 à 8 : Arrêté ministériel portant agrément et subventionnement</p> <p>9 : Arrêté de subventionnement</p>
Durée du mandat	<p>Principe général</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans, renouvelable maximum une fois, pour l'agrément provisoire - indéterminé pour l'agrément définitif - agrément soumis à une démarche qualitative qui peut aboutir à son retrait si les indicateurs de qualité ne sont pas satisfaisants

	<p>Pour les centres de jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un an renouvelable , pour l'agrément provisoire - 5 ans renouvelable pour l'agrément définitif <p>Pour les Initiatives</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 an, renouvelable
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Les missions confiées aux services ambulatoires sont définies dans le décret du 5 mars 2009.
<p>Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé.</p> <p>Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation</p>	<p>1. Principes généraux</p> <p>Compensation forfaitaire déterminée par l'autorité régionale en fonction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un nombre d'équivalent temps plein nécessaire à l'accomplissement de la mission - d'un pourcentage des frais de personnel octroyés pour les frais de formation continuée des travailleurs, - de montants maximaux admissibles pour les frais de fonctionnement (fonctionnement du service ainsi que les frais liés aux tâches de gestion comptable et administrative). <p>Soixante pour cent de la compensation doivent être justifiés par des frais de personnel.</p> <p>L'autorité régionale détermine, tous les 5 ans, une programmation incluant un nombre de services par secteur en tenant compte de l'offre existante et des besoins constatés d'un point de vue sociologique, géographique, épidémiologique et socio-économique.</p> <p>1. Services de santé mentale</p> <p>L'équipe minimale dispose, au moins, d'un ETP psychologue, d'un ETP assistant social et d'un ETP médecin spécialiste en psychiatrie. L' ETP médecin spécialiste en psychiatrie peut être occupé pour 0.5 ETP maximum par un médecin en maîtrise complémentaire en psychiatrie de l'adulte.</p> <p>Le mode de calcul et les montants maximaux admissibles pour les frais de fonctionnement sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° 17.800 euros pour 4 équivalents temps plein; 2° 19.250 euros pour 5 et 6 équivalents temps plein; 3° 20.700 euros pour 7 et 8 équivalents temps plein; 4° 22.150 euros pour 9 et 10 équivalents temps plein; 5° 23.600 euros pour 11 équivalents temps plein et plus. <p>Un montant supplémentaire de 3.100 euros est octroyé par siège d'activités supplémentaire agréé</p> <p>2. Services en matière de toxicomanies :</p> <p>ETP et frais de fonctionnement sont calculés de la manière suivante en fonction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1. le nombre de personnes accueillies : <ul style="list-style-type: none"> de 201 à 500 + 0,5 ETP de 501 à 1 000 + 1 ETP + de 1 000 + 1,5 ETP

	<p>2. le nombre de lieux d'activités : deux lieux d'activités + 0,5 ETP trois lieux d'activités et plus + 1 ETP Lorsque le personnel complémentaire preste à mi-temps dans deux lieux d'activités il ouvre le droit à 2.479 euros de frais de fonctionnement. Lorsque le personnel complémentaire preste à mi-temps dans trois lieux d'activités et plus il ouvre le droit à 4.958 euros de frais de fonctionnement. Lorsque le personnel complémentaire preste à temps plein dans deux lieux d'activités il ouvre le droit à 4.958 euros de frais de fonctionnement. Lorsque le personnel complémentaire preste à temps plein dans trois lieux d'activités et plus il ouvre le droit à 9.916 euros de frais de fonctionnement.</p> <p>3. l'importance des participations financières émanant d'autres institutions. L'absence de participations financières émanant d'autres institutions ouvre le droit à 0,5 ETP supplémentaire et à 2.479 euros de frais de fonctionnement.</p> <p>4. la spécificité du projet et du public visé telle que : - la permanence 24 h/24, la mobilité de l'équipe, l'exercice des missions dans les hôpitaux et les prisons ouvrent le droit à un maximum de 2 ETP supplémentaires et un maximum 29.747 euros de frais de fonctionnement. - L'exercice cumulé simultanément de plusieurs missions et le nombre total d'ETP des services agréés ouvrent le droit, pour 4 missions à 0,5 ETP, pour 5 missions à 1 ETP et pour 6 missions à 1,5 ETP. Lorsque l'équipe comprend de deux à trois ETP, elle promérite 2.479 euros de frais de fonctionnement supplémentaires. Lorsque l'équipe comprend plus de trois ETP, elle promérite un supplément de 4.958 euros de frais de fonctionnement.</p> <p>3. Maisons médicales La subvention relative aux frais de fonctionnement est plafonnée à 8100 euros.</p> <p>Cette subvention est indexée et donc adaptée annuellement à chaque 1er janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation.</p> <p>4. Centres de coordination de soins et de services à domicile La détermination de la catégorie est fonction : 1° de la moyenne annuelle du nombre de bénéficiaires pour lesquels un plan de soutien a été établi; catégorie 1 : 80 catégorie 2 : 160 catégorie 3 : 240</p>
--	---

	<p>2° du pourcentage de prestations effectuées en dehors des heures et jours ouvrables (par type de prestations); catégorie 1 : 3 % catégorie 2 : 6 % catégorie 3 : 9 %</p> <p>3° du choix des menus et de la possibilité de menus adaptés; catégorie 1 : facultatif catégorie 2 : facultatif catégorie 3 : obligatoire</p> <p>4° de l'utilisation d'un questionnaire à usage du bénéficiaire ou de son entourage sur les soins et services prestés. catégorie 1 : obligatoire catégorie 2 : obligatoire catégorie 3 : obligatoire</p> <p>Le temps de travail subventionné est 1° catégorie 1 dispose de 2 ETP coordinateur. La durée du temps de travail prise en compte pour le calcul de la subvention ne peut-être inférieure à 0.5 ETP; 2° catégorie 2 dispose de 3 ETP coordinateur et d'1 ETP administratif ainsi que 0.5 ETP de personnel de direction. La durée du temps de travail prise en compte pour le calcul de la subvention ne peut-être inférieure à 0.5 ETP; 3° catégorie 3 dispose de 4 ETP coordinateur de jour et de 4 ETP coordinateur de nuit et d'1 ETP administratif ainsi que d'1 ETP de personnel de direction. La durée du temps de travail prise en compte pour le calcul de la subvention ne peut-être inférieure à 0.5 ETP.</p> <p>Le montant forfaitaire annuel total pour frais de fonctionnement, qui peut être justifié en totalité par des frais de fonctionnement, est fixé comme suit : 1° 17.700 euros pour un centre de catégorie 1; 2° 35.400 euros pour un centre de catégorie 2; 3° 66.650 euros pour un centre de catégorie 3.</p> <p>L'indemnité forfaitaire par prestataire et par réunion est fixée à 15 euros. Le montant maximal annuel de ces indemnités est fixé à : 1° 2.950 euros pour un service de catégorie 1; 2° 5.900 euros pour un service de catégorie 2; 3° 8.850 euros pour un service de catégorie 3.</p> <p>L'indemnité de garde à domicile du personnel</p>
--	--

	<p>infirmier du service de catégorie 3 est fixée à 26 euros par nuit ou par jour férié au cours duquel le prestataire est appelable.</p> <p>5. Services de soins palliatifs et continués</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la catégorie 1 : 0,25 ETP universitaire et 0,5 ETP secrétaire; - pour la catégorie 2 : 0,75 ETP universitaire et 0,5 ETP secrétaire; - pour la catégorie 3 : 0,5 ETP universitaire et 1 ETP ESNU; - pour la catégorie 4 : 1,5 ETP ESNU et 0,5 ETP secrétaire; - pour la catégorie 5 : 0,75 ETP universitaire et 2,5 ETP ESNU et 1 ETP secrétaire. <p>Les frais de fonctionnement sont de 10.000 euros minimum auxquels s'ajoutent 7.500 euros par mission supplémentaire. Une partie des frais de fonctionnement peut être affectée aux frais de garde.</p> <p>6. Centres d'accueil téléphonique</p> <p>La subvention pour frais de personnel couvre les frais de rémunération de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 ETP dont un directeur, un responsable de la formation et un secrétaire lorsque le centre occupe plus de 60 collaborateurs bénévoles; - 1,5 ETP dont un responsable de la formation et un secrétaire si le centre en occupe de 40 à 60; - 0,5 ETP responsable de la formation si le centre en occupe moins de 40. <p>La subvention pour frais de fonctionnement, d'équipement, de formation et de recrutement des bénévoles et de promotion du service s'élèvent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 24.789 euros pour le centre qui occupe plus de 60 collaborateurs bénévoles; - 11.155 euros pour le centre qui en occupe entre 40 et 60; - 6.197 euros pour le centre qui en occupe moins de 40. <p>Ces montants sont indexés et donc adaptée annuellement à chaque 1er janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation.</p> <p>Ces montants peuvent être augmentés sur base :</p> <p>1° du nombre d'appels téléphoniques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de 15 000 à 25 000 appels téléphoniques : 12.395 euros; - de 25 000 à 40 000 appels téléphoniques : 37.184 euros; - plus de 40 000 appels téléphoniques : 74.368 euros.
--	---

	<p>2° du nombre de collaborateurs bénévoles : - de 60 à 80 collaborateurs bénévoles : 24.789 euros; - plus de 80 collaborateurs bénévoles : 47.184 euros. Ces montants peuvent être affectés à des frais de fonctionnement ou des frais de personnel complémentaires. Ils sont indexés et donc adaptés annuellement à chaque 1er janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation.</p> <p>7. Réseaux La subvention forfaitaire minimale octroyée au réseau agréé s'élève à 20.810 euros.</p> <p>8. Centres de soins de jour Compensation forfaitaire déterminée par l'autorité régionale d'un montant maximum plafonné à 17.350 euros indexés pour la première année et de 24.800 euros indexés pour les années suivantes. Ce montant tient compte de : - un nombre d'équivalent temps plein nécessaire à l'accomplissement de la mission - un pourcentage des frais de personnel octroyés pour les frais de formation continuée des travailleurs, - de frais admissibles pour les frais de fonctionnement (fonctionnement du service, gestion comptable et administrative, frais de sous-traitance, frais de transport des bénéficiaires du centre, des frais des activités stimulatives et petit équipement spécifique).</p> <p>9. Initiatives Octroi de la compensation par appel à projets Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget justificatif</p>
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>contrôle et inspection des services par des agents habilités : respect des conditions d'agrément et des normes imposées, consultation sur place des pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de la mission Sur base d'un dossier justificatif annuel et de pièces justificatives Remboursement du trop perçu</p>
Montant de l'aide octroyée 2012	
Montant total de l'aide octroyée	<p>Services de santé mentale : 5.725.282,9 € Services en matière de toxicomanies : 8.605.243, 75 € Maisons médicales : 11.599.094,70 € Centres de coordination et de services à domicile : 2.761.255,46 € Services soins palliatifs et continués: 1.531.016,25 € Centres d'accueil téléphonique : 727.427,74 € Centres de soins de jour : 51.214,09 €</p>

Autres informations quantitatives	COCOF 2012 Services de santé mentale : 13.657.645,07 € Services en matière de toxicomanies : 4.400.961,84 € Maisons médicales : 3.135.934,01 € Centres de coordination de soins et de services à domicile : 1.393.225,01 € Services de soins palliatifs et continués : 1.174.469,73€ Centres d'accueil téléphonique : 394.617,53 € Réseaux : 609.790 € Centres de soins de jour : 29.851,98 € Initiatives : 1.789.657 €
-----------------------------------	---

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

- les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique
- la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique
- la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni
- la difficulté d'établir l'existence d'un marché donné caractérisé par la confrontation d'une offre et d'une demande
- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	Les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables
SOUS-SECTEUR	Personnes handicapées

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

Décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées tel que modifié

Décret de la Commission communautaire française du 6 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle.

Décret de la Commission communautaire française du 29 octobre 2010 relatif à l'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments

Arrêté 99/262/D du Collège de la Commission communautaire française du 8 juin 2000 relatif à l'agrément des centres d'orientation spécialisée et des services d'accompagnement pédagogique et à l'agrément et aux subventions accordées aux centres de réadaptation fonctionnelle, tel que modifié

. Arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle, tel que modifié

Arrêté 99/262/E2 du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 2002 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié

Arrête 99/262/E4 du Collège de la Commission communautaire française du 28 novembre 2002 relatif aux normes d'encadrement dans les centres de jour pour enfants scolarisés, tel que modifié

Arrêté n° 2006/554 du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2006 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de jour et des centres d'hébergement pour personnes handicapées, tel que modifié

Arrêté 2007/1131 du 22 mai 2008 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément et aux subventions accordées aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds, tel que modifié

Arrêté 2008/1584 du 12 février 2009 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'agrément, aux interventions et aux subventions accordées aux entreprises de travail adapté agréées, tel que modifié

Arrêté 2011/149 du Collège de la Commission communautaire française du 14 juillet 2011 fixant les critères et modalités d'octroi de subventions pour l'achat ou la construction de bâtiments en vue de l'installation de centres de jour et centres d'hébergement, de logements accompagnés et de l'organisation de loisirs pour personnes handicapées pris en charge par les services d'accompagnement, ainsi que pour l'agrandissement, la transformation, les grosses réparations, l'amélioration de l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite, l'équipement et le premier ameublement de ces bâtiments

Description du mode d'organisation des services concernés	
<p>Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.</p> <p>Contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>Principe général :</p> <p>L'autorité régionale fixe de manière distincte pour chaque type de centres, d'entreprises ou de services spécifiques aux personnes handicapées des normes d'agrément qui portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° l'infrastructure; 2° l'organisation et le fonctionnement; 3° le nombre et le niveau de qualification du personnel ainsi que sa formation continuée; 4° le nombre et le type de personnes handicapées; 5° la gestion, la comptabilité et les rapports à établir par le centre, l'entreprise ou le service; 6° les relations entre le centre, l'entreprise ou le service et la personne handicapée. <p>1. Les centres de réadaptation fonctionnelle : 12 agréés</p> <p>Les centres de réadaptation fonctionnelle ont pour mission l'amélioration des fonctions motrices sensorielles ou psychiques par la mise en oeuvre de techniques médicales et paramédicales spécifiques à chaque catégorie de personnes handicapées. Dans ce cadre, ils offrent une prise en charge globale tant au niveau physique que psychologique et social.</p> <p>2. Les services d'accompagnement : 21 agréés</p> <p>Ils ont pour missions :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° lorsqu'ils accueillent des enfants handicapés en bas âge et leur famille, parfois même avant la naissance, d'assurer une aide précoce, soit une aide éducative, psychologique et sociale à l'enfant et à sa famille ainsi qu'une aide technique par un soutien individualisé à domicile et dans les différents lieux de vie; 2° lorsqu'ils accompagnent l'enfant handicapé en âge scolaire, d'assurer un prolongement à l'aide précoce élaborée pour les enfants en bas âge en accentuant petit à petit la relation enfant-famille-école et d'encadrer la scolarité au niveau psychologique,

	<p>identitaire et relationnel;</p> <p>3° lorsqu'ils accompagnent l'adulte handicapé, de l'aider à conserver ou à acquérir son autonomie par un soutien individualisé dans les actes de la vie quotidienne. Ils orientent la personne handicapée vers les services qui peuvent lui être utiles et l'accompagnent dans ses démarches auprès de ces services sans pour autant se substituer à l'action de ceux-ci;</p> <p>4° lorsqu'ils assurent le placement familial, d'organiser conjointement à l'accompagnement, la recherche et la sélection de familles d'accueil.</p> <p>De plus, ils participent à une sensibilisation collective au handicap des professionnels et de toute personne en relation avec la personne handicapée.</p> <p>3. Les entreprises de travail adapté : 13 agréées Les entreprises de travail adapté ont pour objectifs prioritaires :</p> <p>1° d'assurer à toute personne handicapée un travail utile et rémunérateur;</p> <p>2° de permettre à la personne handicapée de se perfectionner professionnellement et de valoriser ses compétences.</p> <p>4. Les centres de jour : 29 agréés Les centres de jour ont pour mission d'accueillir en journée, y compris le repas de midi, les personnes handicapées en assurant une prise en charge médicale, psychologique, paramédicale, sociale et éducative qui vise à leur permettre d'atteindre ou de préserver la plus grande autonomie possible et un niveau optimal d'intégration familiale et sociale.</p> <p>Les centres de jour accueillent soit des personnes handicapées mineures scolarisées ou non, soit des personnes handicapées majeures qui ne peuvent s'intégrer dans un lieu de formation ou de travail, adapté ou non.</p> <p>5. Les centres d'hébergement : 31 agréés Les centres d'hébergement ont pour mission d'accueillir les enfants ou les adultes handicapés, en soirée, la nuit, y compris le repas du matin ainsi que la journée lorsque l'activité de jour habituelle n'est pas organisée ou que la personne handicapée ne peut s'y rendre.</p> <p>6. Les services d'interprétation pour sourds Ils ont pour missions:</p> <p>1° d'établir une liste d'interprètes en langue des signes ou pour toute autre aide à la communication; cette liste est approuvée par le Collège; seuls ces interprètes sont reconnus pour assurer des prestations d'interprétariat remboursables par les</p>
--	---

	<p>Services du Collège ;</p> <p>2° d'établir, avec chaque interprète, une convention qui garantit aux sourds un service de qualité pour un prix défini;</p> <p>3° d'organiser la formation continuée des interprètes;</p> <p>4° d'assurer un rôle de médiation entre les sourds et les interprètes;</p> <p>5° de gérer les demandes des sourds en matière d'interprétation par un service d'appels centralisés</p> <p>7. Les initiatives soutien aux actions visant à promouvoir, améliorer, protéger, évaluer, maintenir ou rétablir la qualité de vie des personnes handicapées</p>
Formes de mandat	<p>Arrêté d'agrément du Collège de la Commission communautaire française</p> <p>Arrêté de subventionnement</p>
Durée du mandat	<p>Services agréés Cinq ans, renouvelable</p> <p>Initiatives maximum 1 an, renouvelable</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	Définis dans le décret relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées
<p>Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé.</p> <p>Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation</p>	<p>1. Les centres de réadaptation fonctionnelle Les subventions de fonctionnement accordées aux centres portent sur :</p> <p>1° l'équipe paramédicale et le personnel auxiliaire chargés de la réadaptation;</p> <p>2° la formation du personnel;</p> <p>3° la diffusion des informations relatives aux missions et interventions développées par la Commission communautaire française dans la perspective de l'intégration des personnes handicapées.</p> <p>Les subventions de fonctionnement sont octroyées pour chaque trimestre civil en fonction du personnel occupé, de la formation dispensée et de l'information diffusée au cours du trimestre civil précédent.</p> <p>La subvention trimestrielle suivante peut être accordée par équivalent temps plein, quel que soit le statut social des travailleurs :</p> <p>1° par psychologue, pédagogue, orthopédagogue, logopède, kinésithérapeute, linguiste phonéticien, sociologue, tous de niveau universitaire : 457,92 €</p> <p>2° par kinésithérapeute, psychomotricien, logopède, audiologue, orthoptiste, ergothérapeute, assistant social, infirmier social, assistant en psychologie, prothésiste, audiométriste, éducateur, tous de niveau A1 : 392,52 €</p>

	<p>3° par puéricultrice, éducateur, moniteur sportif, animateur, artiste, tous de niveau A2 : 327,02 €</p> <p>Une subvention trimestrielle de 637,26 € par centre est accordée pour les formations dispensées aux membres de son personnel, par une ou plusieurs personne(s) extérieure(s) au centre, sans qu'elle puisse excéder le coût réel de ces formations.</p> <p>Une subvention trimestrielle forfaitaire de 318,63 € est accordée au centre qui procède à la diffusion des informations relatives aux missions et aux interventions mises en oeuvre par la Commission communautaire française dans la perspective de l'intégration des personnes handicapées.</p> <p>Subventions à l'investissement :</p> <p>L'administration accorde aux centres des subventions à l'investissement en matière d'équipement médical et paramédical technique.</p> <p>Le montant de la subvention à l'investissement octroyée est égal à 60 % du coût hors taxe sur la valeur ajoutée de l'investissement reconnu nécessaire par l'administration.</p> <p>Un plafond annuel de subvention à l'investissement est fixé à 955,89 € par membre du personnel équivalent temps plein au cours du trimestre précédent la date limite de demande de subvention de l'investissement.</p> <p>Si la demande du centre n'atteint pas ce plafond ou si le centre n'a pas sollicité cette subvention, il peut en reporter le solde ou le montant total sur les deux années de référence suivantes.</p> <p>2. Les services d'accompagnement</p> <p>Chaque service peut être agréé dans l'une des catégories suivantes :</p> <p>1° la catégorie 1 : le service remplit une ou deux des missions décrites en faveur d'au moins 12 personnes handicapées. Cette catégorie comprend le service agréé pour la première fois;</p> <p>2° la catégorie 2 : le service remplit une ou plusieurs des missions en faveur d'au moins 20 personnes handicapées;</p> <p>3° la catégorie 3 : le service assure au moins deux des missions en faveur d'au moins 40 personnes handicapées;</p> <p>4° la catégorie 4 : le service assure au moins deux des missions en faveur d'au moins 60 personnes handicapées avec un minimum de 12 personnes accompagnées par mission;</p> <p>5° la catégorie 5 : le service d'une des catégories 1 à 4 qui assure en outre la mission de placement familial. A cette fin, il opère la sélection des familles d'accueil en veillant particulièrement à leur capacité de développer un accueil correspondant aux besoins de la personne handicapée.</p>
--	---

	<p>Pour déterminer les nombres de personnes handicapées, un accompagnement comprend au moins deux interventions mensuelles de l'un des membres de l'équipe d'accompagnement pluridisciplinaire.</p> <p>En outre, ils peuvent être agréés pour exercer une ou plusieurs des missions complémentaires suivantes :</p> <p>1° le logement accompagné : il s'agit d'un logement mis à la disposition d'une personne handicapée accompagnée par le service pour une durée déterminée et renouvelable, dans le but d'accroître son autonomie.</p> <p>2° la halte-garderie : lieu d'accueil occasionnel de jour pour enfants handicapés de moins de 12 ans</p> <p>3° l'organisation de loisirs pour enfants, y compris les adolescents : organisation d'activités régulières ou de séjours pour personnes handicapées à raison d'au moins 50 périodes d'activités par an dont au moins 25 ont lieu en-dehors des vacances d'été.</p> <p>4° l'organisation de loisirs pour adultes, y compris les adolescents : organisation d'activités régulières ou de séjours pour personnes handicapées à raison d'au moins 50 périodes d'activités par an dont au moins 25 ont lieu en dehors des vacances d'été.</p> <p>5° l'aide à l'intégration scolaire en faveur des personnes handicapées qui suivent un enseignement maternel, primaire ou secondaire ordinaire en y étant inscrites.</p> <p>Cette aide comprend le soutien de la personne handicapée et de son entourage dans les différentes dimensions du processus d'intégration scolaire, l'aide à l'utilisation de matériel spécifique, la coordination ou la médiation entre les divers intervenants susceptibles d'intervenir dans le processus d'intégration, à l'exclusion de toute intervention thérapeutique.</p> <p>6° l'organisation de loisirs pour personnes en situation de grande dépendance : organisation d'activités régulières ou de séjours pour minimum deux tiers de participants en situation de grande dépendance à raison d'au moins 550 prestations par an avec un maximum de 160 périodes,</p> <p>Les prestations sont comptabilisées comme suit : chaque période, telle que définie au §1er 3° du présent article, est multipliée par le nombre de personnes handicapées qui y participent.</p>
--	--

	<p>7° l'extra-sitting : organisation de garde active individuelle, à domicile ou à l'extérieur, pour minimum de 1/3 de personnes en situation de grande dépendance et à raison d'au moins 1000 heures de garde par année sans dépasser 450 heures par personne et par an.</p> <p>8° le support aux situations critiques: aide aux équipes de professionnels, à la famille et à la personne handicapée lorsque cette dernière se trouve dans des conditions mettant en danger sa personne ou celle d'autrui ou risque de ce fait une exclusion sociale ou familiale. Cette aide peut consister en un soutien de la personne handicapée, de son entourage (famille, milieu d'accueil), une aide à l'utilisation de stratégies spécifiques, une coordination ou une médiation entre les divers acteurs susceptibles d'intervenir, une sensibilisation et une mobilisation des équipes de professionnels. Le suivi de minimum 6 personnes par an est requis.</p> <p>Des subventions</p> <p>Les normes de références prises en considération mensuellement pour le calcul de la subvention des frais de personnel pour les quatre premières catégories visées à l'article 8 sont :</p> <p>1° catégorie 1 : 1,5 temps pleins; 2° catégorie 2 : 2,5 temps pleins; 3° catégorie 3 : 3,5 temps pleins; 4° catégorie 4 : 4,5 temps pleins.</p> <p>La fonction de directeur peut être prise en considération selon les modalités suivantes :</p> <p>1° catégorie 1 : 0,25 temps pleins; 2° catégorie 2 : 0,50 temps pleins; 3° catégorie 3 : 0,75 temps pleins; 4° catégorie 4 : 1 temps pleins.</p> <p>En outre, pour les services agréés en catégorie 5, la norme prise en considération pour le calcul de subvention des frais de personnel est calculée comme suit :</p> <p>a) 0,5 équivalent temps plein titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire pour la recherche et la sélection des familles d'accueil;</p> <p>b) psychologue ou assistant en psychologie ou psychopédagogue ou licencié en sciences familiales et sexologiques ou licencié en sciences médico-sociales ou hospitalières ou assistant social ou infirmier social : 1/32e équivalent temps plein par personne handicapée accompagnée dans le cadre d'un processus d'accueil familial. Le nombre de personnes</p>
--	--

	<p>handicapées prises en compte est établi, pour l'année n, en divisant par 12 le total du nombre de personnes handicapées accueillies chaque mois et ce, pour la période allant de janvier à décembre de l'année n-1;</p> <p>b) médecin-spécialiste : 1/60e équivalent temps plein par personne handicapée accompagnée dans le cadre d'un processus d'accueil familial. Le nombre de personnes handicapées prises en compte est établi, pour l'année n, en divisant par 12 le total du nombre de personnes handicapées accueillies chaque mois et ce, pour la période allant de janvier à décembre de l'année n-1.</p> <p>La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM. Le nombre d'emplois équivalents temps-plein subventionnés pour des travailleurs titulaires d'un titre de licencié ou de master ne peut dépasser :</p> <p>1°) 0,5 en catégorie 1 2°) 1 en catégorie 2 3°) 1,5 en catégorie 3 4°) 2 en catégorie 4</p> <p>Une subvention équivalente à un pour cent maximum de la subvention pour frais de personnel est octroyée pour couvrir les frais justifiés de formation du personnel y compris la supervision de l'équipe d'accompagnement pluridisciplinaire. Si la totalité de ce montant n'est pas utilisée pour un exercice, le solde peut être reporté une seule fois sur l'exercice suivant.</p> <p>La subvention annuelle pour les frais de fonctionnement, de déplacement et de prestations de services est limitée à :</p> <p>1° 13.285,97 € pour les services de catégorie 1 ; 2° 23 115,15 € pour les services de catégorie 2 ; 3° 29.758,23 € pour les services de catégorie 3 ; 4° 37.994,40 € pour les services de catégorie 4 .</p> <p>Les frais de fonctionnement afférents aux missions spécifiques d'accueil familial sont limités à :</p> <p>1. un montant forfaitaire de 458,70 € multiplié par le nombre moyen de personnes handicapées bénéficiant d'un accueil familial. Ce nombre est établi pour l'année n, en divisant par 12 le nombre total de personnes handicapées accueillies chaque mois et ce, pour la période allant de janvier à décembre de l'année n-1;</p>
--	--

	<p>2. un montant de 2,73 € multiplié par le nombre de nuits d'accueil;</p> <p>3. des frais d'activités médicales par un médecin spécialiste, à l'exclusion de toute prestation figurant dans la nomenclature des prestations de santé établie sur base de la législation relative à l'assurance obligatoire des soins de santé, à condition que la norme du personnel médical prise en compte dans la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée. Dans ce cas, la subvention couvre ces activités médicales dans les limites de cette norme non utilisée et selon le montant horaire maximum de 50,09 € pour le médecin spécialiste.</p> <p>Une subvention annuelle est également octroyée au service pour couvrir les frais de personnel et de fonctionnement encourus pour accomplir la ou les missions complémentaires à l'accompagnement pour lesquelles il est agréé.</p> <p>Pour la mission complémentaire de logements accompagnés, cette subvention est octroyée comme suit :</p> <p>14.338,33 € pour le logement de 3 à 6 personnes handicapées;</p> <p>28.676,66 € pour le logement de 7 personnes handicapées et plus.</p> <p>Pour la mission complémentaire d'organisation de loisirs, le montant de cette subvention s'élève à 28.676,66 €. Quand un service organise les deux missions d'organisation de loisirs, la subvention est plafonnée à 50.184,16 €.</p> <p>Pour la mission annexe de halte-garderie, le montant de cette subvention s'élève à 14.990,49 €.</p> <p>Pour la mission complémentaire d'aide à l'intégration scolaire, le montant de cette subvention s'élève à 22.935,62 € maximum.</p> <p>Pour la mission complémentaire organisation de loisirs pour personnes en situation de grande dépendance le montant maximum de la subvention est de 86.204,93 €</p> <p>Pour la mission complémentaire extra-sitting la subvention est plafonnée à 76.626,58 € pour un minimum annuel de 1000 heures de prestations et à 159.958,06 € pour un minimum annuel de 2750 heures de prestations</p> <p>Pour la mission complémentaire support aux situations critiques : 31.608,48 € maximum de subvention ou 103.254,37 € si toute les personnes concernées par cette mission sont de grande dépendance.</p> <p>3. Les entreprises de travail adapté</p> <p>Interventions dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale des travailleurs</p>
--	--

	<p>La demande d'intervention dans la rémunération des travailleurs de l'entreprise de travail adapté et dans les cotisations de sécurité sociale y relatives distingue :</p> <p>1° une première partie relative aux travailleurs handicapés ;</p> <p>2° une deuxième partie relative aux travailleurs handicapés occupés en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage ;</p> <p>3° une troisième partie relative aux personnes handicapées occupées sous contrat d'adaptation professionnelle ;</p> <p>4° une quatrième partie relative au personnel d'encadrement ;</p> <p>5° une cinquième partie relative à la cotisation au Fonds de sécurité d'existence «Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française ».</p> <p>6° une sixième partie relative à une indemnité de sécurité d'existence en cas de chômage économique</p> <p>L'entreprise détermine les membres du personnel pour lesquels elle sollicite une intervention.</p> <p>L'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale relatives aux travailleurs de l'entreprise de travail adapté est octroyée dans le respect des dispositions des articles 40, 71 et 72 de l'arrêté du Collège du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en oeuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées. Les travailleurs handicapés sont rémunérés au minimum au revenu minimum moyen mensuel garanti</p> <p>La première partie de la demande d'intervention, relative aux travailleurs handicapés se rapporte :</p> <p>1° aux travailleurs handicapés sous contrat de travail dont la fonction correspond à un code barème des nos 21 à 24 tels que précisés à l'annexe 3 ;</p> <p>2° aux travailleurs handicapés sous contrat de travail dont la fonction correspond à un code barème des nos 13 à 20 tels que précisés à l'annexe 3.</p> <p>Le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale de ces travailleurs est fixé à :</p> <p>a) pour les travailleurs sous 1°, 50 % du montant de la rémunération payée à chaque travailleur handicapé et des charges sociales y afférentes plafonnées à 15% de la rémunération.</p>
--	---

	<p>Pour la fixation de ce montant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la partie de la rémunération horaire qui excède le montant obtenu en multipliant par 1,21 le revenu minimum moyen tel que garanti par la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, conclue au sein du Conseil national du travail, calculé sur une base horaire compte tenu d'une durée hebdomadaire de travail de 38 heures, n'est pas retenue ; - pour les employés, la rémunération horaire est le résultat de la division de la rémunération trimestrielle brute par le nombre d'heures prestées ou assimilées. <p>b) pour les travailleurs sous 2°, 50 % du barème correspondant à la fonction exercée par le travailleur, tel que défini à l'annexe 3, et des charges sociales y afférentes. Le barème pris en considération est toutefois plafonné au barème 19.</p> <p>Pour la fixation de ce montant :</p> <p>pour les employés, la rémunération horaire est le résultat de la division de la rémunération trimestrielle brute par le nombre d'heures prestées ou assimilées.</p> <p>Le montant des cotisations de sécurité sociale afférentes à la rémunération du travailleur est fixé forfaitairement à 15 % de ce barème.</p> <p>La rémunération relative aux travailleurs handicapés comprend la rémunération brute totale relative aux heures effectivement prestées ainsi qu'à la rémunération garantie en cas d'incapacité de travail, en ce compris les deux premiers jours de carence supprimés au cours d'une année civile, la rémunération des jours fériés et le simple pécule de vacances pour les employés.</p> <p>Elle ne comprend pas la rémunération des heures supplémentaires, ni les primes et indemnités contractuelles.</p> <p>Elle comprend une prime de fin d'année de 3,16 % de la rémunération brute prise en considération pendant la période de référence qui s'étend du 1er octobre de l'année précédent son octroi au 30 septembre de l'année de son octroi.</p> <p>Le montant de l'intervention est égal au montant de la rémunération pris en considération multiplié par un coefficient variant, selon la catégorie de capacité professionnelle comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° travailleur de la catégorie A : coefficient : 0,9 2° travailleur de la catégorie B : coefficient : 1,2 3° travailleur de la catégorie C : coefficient : 1,55 4° travailleur de la catégorie D : coefficient : 1,8 5° travailleur de la catégorie E : coefficient : 1,9 6° travailleur de la catégorie F : coefficient : 2. <p>La deuxième partie de la demande d'intervention se</p>
--	---

	<p>rapporte aux travailleurs handicapés sous contrat de travail et occupés en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage (abrogé).</p> <p>Lorsque l'entreprise n'occupe pas au moins 20 % de travailleurs handicapés sous contrat de travail et dont la catégorie professionnelle est E ou F, l'administration opère sur l'intervention trimestrielle accordée à l'entreprise une retenue de 1061,21 € par travailleur handicapé non occupé, calculée sur la moyenne du trimestre considéré.</p> <p>La troisième partie de la demande d'intervention se rapporte aux personnes handicapées occupées sous contrat d'adaptation professionnelle. Elles bénéficient d'une rémunération à charge de l'entreprise composée :</p> <p>1° d'une indemnité horaire fixée selon les modalités suivantes :</p> <p>a) catégories A, B, C ou D : 0,4907€ b) catégorie E : 0,3269€ c) catégorie F : 0,1636€</p> <p>Ces montants sont augmentés de 0,1636 euro après 24 mois d'adaptation, de 0,4907 euro après 36 mois d'adaptation et de 0,8177 euro après 48 mois d'adaptation;</p> <p>2° d'une intervention complémentaire calculée selon les modalités reprises aux articles 47, 49 et 50 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 février 2000 relatif aux dispositions individuelles d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées mises en oeuvre par le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, tel que modifié.</p> <p>La rémunération est due pour les heures effectivement prestées ou assimilées.</p> <p>L'administration rembourse à l'entreprise l'intervention complémentaire ainsi que les cotisations de sécurité sociale y afférentes.</p> <p>La quatrième partie relative au personnel d'encadrement se rapporte aux membres du personnel définis ci-après et pour lesquels une intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale est accordée à l'entreprise :</p> <p>1° en fonction de son quota :</p> <p>a) un directeur ; b) un directeur adjoint ou un assistant de direction quart temps par tranche de 25 unités au-dessus de 100 unités ;</p> <p>Si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant une fonction de directeur adjoint ou assistant de direction, elle peut solliciter pour cette</p>
--	---

	<p>personne une intervention correspondant à la fonction de responsable administratif ou personnel administratif niveau 1.</p> <p>c) un membre du personnel administratif mi-temps par tranche de 25 unités;</p> <p>Dans cette limite, l'entreprise peut bénéficier d'une intervention pour maximum un responsable administratif; si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant la fonction de responsable administratif, elle peut solliciter pour cette personne une intervention correspondant à la fonction de personnel administratif niveau 1 ;</p> <p>d) un membre du personnel psycho-paramédico-social quart-temps par tranche de 25 unités ;</p> <p>e) un membre du personnel moniteur mi-temps par tranche de 5 unités ;</p> <p>Au sein d'un groupe de 6 membres du personnel moniteur équivalents temps plein bénéficiant d'une intervention, l'entreprise peut bénéficier d'une intervention pour un chef moniteur; si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant la fonction de chef moniteur, elle peut solliciter pour cette personne une intervention correspondant à la fonction de moniteur niveau 1.</p> <p>f) un membre du personnel commercial ou un membre du personnel technique employé repris sous les titres 5 A à 5 G de l'annexe 3 du présent arrêté ou un membre du personnel technique ouvrier et de production repris sous les titres 7 A à 7 C de l'annexe 3 du présent arrêté, quart-temps par tranche de 25 unités ;</p> <p>Dans cette limite, l'entreprise peut bénéficier d'une intervention pour au maximum un responsable technique et un informaticien licencié ; si l'entreprise ne peut bénéficier d'une intervention totale ou partielle pour un membre du personnel occupant la fonction de responsable technique ou d'informaticien licencié, elle peut solliciter pour cette personne une intervention correspondant respectivement à la fonction de gestionnaire technique ou d'informaticien gradué.</p> <p>2° en fonction du nombre moyen de travailleurs handicapés ayant effectué des prestations pendant le trimestre considéré et comptés pour le quota :</p> <p>a) un membre quart temps supplémentaire du personnel moniteur ou un membre quart temps supplémentaire du personnel commercial ou un membre quart temps supplémentaire du personnel technique employé repris sous les titres 5 A à 5 G de l'annexe 3 ou un membre quart temps supplémentaire du personnel technique ouvrier et de production repris sous les titres 7 A à 7 C de</p>
--	---

	<p>l'annexe 3 est accordé par groupe de 10 travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle E ou F.</p> <p>b) un membre mi-temps supplémentaire du personnel moniteur ou un membre mi-temps supplémentaire du personnel commercial ou un membre mi-temps supplémentaire du personnel technique employé repris sous les titres 5 A à 5 G de l'annexe 3 ou un membre mi-temps supplémentaire du personnel technique ouvrier et de production repris sous les titres 7 A à 7 C de l'annexe 3 est accordé par groupe de 10 travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle B, C, D, E ou F dont l'activité est, par nature, réalisée à l'extérieur de l'entreprise ou en contact direct et permanent avec la clientèle.</p> <p>c) un membre temps plein supplémentaire du personnel moniteur est accordé par groupe de 50 travailleurs handicapés, classés en capacité professionnelle B, C, D, E ou F dont l'activité est, par nature, réalisée à l'extérieur de l'entreprise;</p> <p>d) un membre du personnel moniteur à quart-temps est retiré par groupe de 5 travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle A;</p> <p>Le complément prévu sous a) n'est pas cumulable pour les travailleurs handicapés classés en capacité professionnelle E ou F avec les compléments prévus sous b) et c).</p> <p>Pour les membres du personnel d'encadrement, le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale est le barème correspondant au titre de la fonction admise par l'administration, tel que précisé à l'annexe 3 du présent arrêté.</p> <p>Toutefois, au delà des normes minimales d'encadrement visées par les articles 24 et 36 et par dérogation à l'article 23, § 1er, du présent arrêté, l'entreprise peut affecter un travailleur à l'exercice d'une fonction pour laquelle il ne satisfait pas aux critères de qualification fixés par l'annexe 3 du présent arrêté. Dans ce cas particulier, l'entreprise le rémunère à hauteur du barème correspondant à la fonction qu'il occupe alors que le montant pris en considération pour le calcul de l'intervention dans la rémunération et les cotisations de sécurité sociale est limité au barème de la fonction la plus haute correspondant à la qualification du travailleur.</p> <p>Les barèmes sont repris en annexe 4.</p> <p>Ce pourcentage est fixé à 61 %</p> <p>L'intervention est calculée au prorata du régime de travail et des prestations effectives auxquelles les prestations suivantes sont ajoutées : rémunération garantie en cas d'incapacité de travail, en ce compris les deux premiers jours de carence</p>
--	--

	<p>supprimés au cours d'une année civile, jours fériés, jours de vacances et une prime de fin d'année de 3,16 % à partir de 2010 de la rémunération brute prise en considération pendant la période de référence qui s'étend du 1er octobre de l'année précédant son octroi au 30 septembre de l'année de son octroi.</p> <p>Les heures supplémentaires, les primes et les indemnités contractuelles ne sont pas prises en considération.</p> <p>Pour déterminer l'ancienneté des travailleurs bénéficiaires d'une fonction barémisée, les règles suivantes sont d'application :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ancienneté acquise dans la même fonction et dans le secteur des entreprises de travail adapté : l'ancienneté complète est retenue ; - ancienneté acquise dans une autre fonction dans la même entreprise : l'ancienneté complète est retenue si le travailleur passe d'une fonction barémisée à une autre fonction barémisée, ou la moitié de l'ancienneté plafonnée à 10 ans est retenue s'il passe d'une fonction non barémisée à une fonction barémisée ; - ancienneté acquise dans la même fonction en dehors du secteur des entreprises de travail adapté : l'ancienneté complète est retenue et plafonnée à 10 ans ; - ancienneté acquise dans une fonction différente et en dehors du secteur des entreprises de travail adapté : la moitié de l'ancienneté est retenue et plafonnée à 10 ans. <p>En ce qui concerne les moniteurs, on entend par même fonction l'encadrement de personnes.</p> <p>Les périodes de travail et jours assimilés sont additionnés et comptabilisés en années et en mois complets.</p> <p>On entend par période de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les périodes de travail effectivement prestées couvertes par un contrat de travail ou par le statut régi par le droit public ou en tant qu'indépendant; ces dispositions s'appliquent également aux chômeurs difficiles à placer et aux travailleurs reconnus en incapacité de travail primaire, ou en invalidité et bénéficiant d'une autorisation de travail à temps partiel dans le cadre de la loi coordonnée - arrêté royal du 14 juillet 1994 portant coordination de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ; – les jours assimilés définis à l'article 24 de l'Arrêté royal du 28 novembre 1969, les samedis, dimanches et jours de récupération, les périodes d'écartement, de congé d'accouchement et parental, les maladies, les vacances annuelles, l'interruption de carrière et le crédit temps, le
--	--

	<p>congé éducation payé.</p> <p>Aucune distinction n'est faite entre les prestations à temps partiel et les prestations à temps plein.</p> <p>La cinquième partie de la demande d'intervention est relative à la cotisation de sécurité sociale versée trimestriellement par chaque entreprise au Fonds de sécurité d'existence «Fonds de sécurité d'existence pour les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française. »</p> <p>L'administration octroie à l'entreprise une intervention trimestrielle qui tient compte du nombre de travailleurs handicapés repris au quota de l'entreprise. Les moyens affectés au Fonds de sécurité d'existence sont de 272 001,13€</p> <p>L'administration octroie à l'entreprise de travail adapté agréée une subvention d'un montant de 2 euros par jour de chômage temporaire pour autant que l'employeur ait indemnisé le travailleur pour ce jour.</p> <p>Le remboursement par l'administration s'effectuera trimestriellement sur base d'un document justificatif dont le modèle est fixé par l'administration et que l'entreprise transmet avec les états trimestriels.</p> <p>Une subvention pour prime exceptionnelle est octroyée annuellement à chaque travailleur handicapé occupé au quota dans les entreprises de travail adapté agréées par la Commission communautaire française. Le montant de la prime s'élève à € 49 pour un travailleur occupé à temps plein. Pour les travailleurs occupés à temps partiel ou qui n'ont pas travaillé pendant une année complète durant la période du 1^{er} octobre de l'année précédente au 30 septembre de l'année de son octroi, le montant de la prime est calculé au prorata de leurs prestations.</p> <p>L'intervention du Collège dans la couverture des cotisations de sécurité sociale est fixée à un montant correspondant à 38 % de la prime</p> <p>Subventions à l'infrastructure</p> <p>L'administration accorde aux entreprises des subventions à l'infrastructure.</p> <p>Les dépenses qui peuvent être subventionnées sont l'achat de terrains, la construction de bâtiments, l'achat de bâtiments, la transformation de bâtiments, l'achat d'équipements.</p> <p>Le montant de la subvention octroyée est égal à 60 % du coût hors taxe sur la valeur ajoutée de l'investissement reconnu nécessaire par l'administration.</p> <p>Le coût d'achat d'équipements est pris en</p>
--	---

	<p>considération dans les conditions suivantes :</p> <p>1° par entreprise, un premier plafond maximum de subvention est fixé à 3082,71 € par travailleur handicapé prévu au quota, sans qu'aucune limitation dans le temps ne soit instaurée pour épuiser ce montant; pour déterminer si ce plafond est atteint, il est tenu compte des subventions accordées depuis la date d'agrément en tant qu'atelier protégé ou entreprise de travail adapté ;</p> <p>2° quand ce premier plafond est atteint, par entreprise, un deuxième plafond maximum de subvention est fixé à 285,19 € par travailleur handicapé prévu au quota, par année de demande. Si la demande de l'entreprise n'atteint pas ce montant, elle peut en reporter le solde sur l'année de demande suivante deux fois de suite.</p> <p>4 & 5. Centres de jour et Centres d'hébergement</p> <p>Une subvention annuelle est octroyée aux centres. Elle comprend :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) une subvention pour frais généraux; 2) une subvention pour frais personnalisés; 3) une subvention pour le transport collectif des personnes handicapées ; 4) une subvention pour la prise en charge du personnel <p>La subvention annuelle pour frais généraux octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais généraux, d'occupation d'immeubles, d'amortissement d'immeubles dont le centre est propriétaire ou emphytéote, d'amortissement du mobilier et du matériel médical et non médical.</p> <p>Le montant maximum par an équivaut pour les centres de jour à 1 314 € multipliés par la capacité agréée de base.</p> <p>Le montant maximum par an équivaut pour les centres d'hébergement à 3 248 € multipliés par la capacité agréée de base.</p> <p>La capacité agréée prise en considération pour fixer ce montant maximum est la capacité agréée de base visée au terme de la planification inscrite dans la décision d'agrément adoptée par le Collège.</p> <p>Subvention pour frais personnalisés.</p> <p>La subvention annuelle pour frais personnalisés octroyée aux centres est destinée à couvrir les frais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soins; - éducation, rééducation et activités spécifiques; - alimentation [y compris la nourriture entérale et le matériel indispensable à son absorption ainsi que les substituts alimentaires]; - lingerie et habillement;
--	--

	<p>- transport accompagné ou non des personnes handicapées.</p> <p>Le montant maximum par an équivaut pour les centres de jour à 1 041 euro multipliés par la capacité agréée de base, hors prises en charge légères.</p> <p>Pour les centres de jour qui accueillent des enfants, un montant complémentaire maximum par an de euro 645 est octroyé pour chacun d'eux. Le montant maximum par an équivaut pour les centres d'hébergement à 1 140 euro multipliés par la capacité agréée, hors prises en charge légères.</p> <p>Pour les centres d'hébergement dont les personnes handicapées ne sont pas inscrites en centre de jour, un montant complémentaire maximum par an de 768 euro est octroyé pour chacune d'elles.</p> <p>Par dérogation aux dispositions du présent paragraphe, pour les personnes handicapées en situation de court séjour ou de répit, la subvention forfaitaire accordée s'établit à 5 euro par demi-jour de prise en charge et à 15 euro par nuit de prise en charge.</p> <p>Le montant maximum de la subvention ainsi calculée est réduit de 4 % ou de 2 % selon que le rapport entre le nombre de personnes handicapées accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle et la capacité agréée n'atteint pas respectivement 90 % ou 95 %.</p> <p>Pour les centres d'hébergement, selon que le résultat du rapport, calculé sur l'antépénultième année, entre la somme des journées de présence réelle des personnes handicapées pendant les week-ends, les vacances et les jours fériés légaux et la capacité agréée déduction faite de sa partie réservée à des prises en charge légère et multipliée par 180 en centre d'hébergement pour enfants ou par 138 en centre d'hébergement pour adultes, atteint un taux, soit compris entre 20 % et 29 %, soit compris entre 30 % et 49 %, soit compris entre 50 % et 69 %, soit égal ou supérieur à 70 %, ils peuvent bénéficier, pour l'année en cours, d'une majoration s'établissant respectivement à 15 %, 25 %, 30 % ou à 40 % de la subvention calculée en vertu de cet article. Un centre d'hébergement non agréé l'année antérieure peut bénéficier d'une majoration de 15 % de sa subvention.</p> <p>Pour l'application de cet alinéa, le week-end s'étend du vendredi à 19 heures au lundi à 7 heures et le jour férié s'étend de la veille à 19 heures au lendemain à 7 heures. Un jour d'absence représente toute absence de 24 heures consécutives.</p> <p>Une subvention annuelle en matière de frais de transport collectif, fixée à maximum 1,09 euro (HTVA) par kilomètre ou à maximum 3,07 euro (HTVA) par kilomètre pour un véhicule adapté est</p>
--	---

	<p>octroyée aux centres de jour.</p> <p>Subvention pour la prise en charge du personnel.</p> <p>Toute subvention pour frais de personnel couvre des frais de cette nature sans qu'ils puissent être supérieurs aux normes d'encadrement à aucun moment et quelle que soit la circonstance.</p> <p>La subvention pour frais de personnel est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe Ire NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM.</p> <p>Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM. A ces barèmes s'ajoute l'allocation Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Au montant ainsi obtenu est ajouté un taux de charges patronales plafonné arrêté par le Collège.</p> <p>Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné.</p> <p>L'augmentation du taux de charge patronale doit être justifiée soit par une augmentation de 25 % au moins de la proportion de personnes évaluées en C soit par un changement de palier du taux d'occupation du centre durant les week-ends, les vacances et les jour fériés.</p> <p>Pour les centres agréés après le 1er janvier 2011, le taux de charges patronales correspond à la moyenne des taux de charges patronales du même type d'agrément. Si le nouveau centre accueille ou héberge au moins 75 % de personnes évaluées en C, il bénéficie du taux moyen des centres qui accueillent ou hébergent au moins 75 % de personnes évaluées en C.</p> <p>Le supplément de salaire pour les prestations effectuées la nuit entre 20 heures et 6 heures pris en compte dans la subvention pour frais de personnel est fixé à un plafond annuel de 4 545 heures pour un centre dont la capacité agréée de base hors prises en charges légères est inférieure ou égale à 25 et dont moins de 25 % des personnes handicapées sont évaluées en catégorie C.</p> <p>La subvention pour frais de personnel est limitée aux membres du personnel repris dans le cadastre du personnel subventionné validé par le centre. A cet effet, l'Administration communique à chaque centre pour le 15 février de l'année suivante un tableau</p>
--	---

	<p>repreuant l'ensemble du personnel subventionné et non subventionné. Le centre valide ce document pour le 15 mars au plus tard.</p> <p>Si lors de l'engagement d'un nouveau travailleur au sein de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale, l'ancienneté moyenne de cette équipe au sein du centre déterminée, en fonction des équivalents temps plein subventionnés, la veille de l'engagement de ce nouveau travailleur est supérieure à 10 ans, la subvention pour frais de personnel de celui-ci est plafonnée au coût correspondant à un travailleur avec 5 années d'ancienneté maximum. Si ce nouveau travailleur exerce une fonction de chef-éducateur, d'éducateur chef de groupe ou de licencié en psychologie, la subvention pour frais de personnel est plafonnée au coût correspondant à un travailleur avec 10 années d'ancienneté maximum.</p> <p>On entend par nouveau travailleur, une personne dont les prestations dans le cadre de son contrat de travail précédent n'ont pas été subventionnées sur base du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.</p> <p>En ce qui concerne le personnel médical, la subvention prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les activités des médecins ayant conclu une convention de collaboration avec une ASBL dont dépend au moins un centre; * les activités des médecins engagés sous contrat de travail avant le 1er janvier 2003; * le personnel médical qui entre en fonction à partir du 1er janvier 2003 est subventionné sur base d'un ETP dont le temps de travail hebdomadaire est fixé à 37 heures selon les montants maxima suivants : <ul style="list-style-type: none"> 30,85 pour le médecin généraliste; 40,92 pour le médecin spécialiste. <p>La subvention prend en compte une indemnité octroyée aux directeurs subventionnés.</p> <p>Elle est accordée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les directeurs porteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000, perçoivent une indemnité de 5 % calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute; b) les directeurs qui ne sont pas porteurs d'un diplôme universitaire, perçoivent une indemnité correspondant à la différence entre leur barème et le barème d'un directeur universitaire. <p>La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention</p>
--	---

	<p>complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de blanchisserie à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de préparation de repas à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>6. Centres de jour pour enfants scolarisés</p> <p>La subvention pour frais de personnel est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM de l'arrêté NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM. A ces barèmes s'ajoute l'allocation</p>
--	--

	<p>Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Au montant ainsi obtenu est ajouté un taux de charges patronales plafonné à celui repris à l'annexe 3 du présent arrêté.</p> <p>Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné.</p> <p>Pour les centres agréés après le 1er janvier 2011, le taux de charges patronales correspond à la moyenne des taux de charges patronales des centres de jour pour enfants scolarisés.</p> <p>La subvention pour frais de personnel est limitée aux membres du personnel repris dans le cadastre du personnel subventionné validé par le centre. A cet effet, l'Administration communique à chaque centre pour le 15 février de l'année suivante un tableau reprenant l'ensemble du personnel subventionné et non subventionné. Le centre valide ce document pour le 15 mars au plus tard.</p> <p>Si lors de l'engagement d'un nouveau travailleur au sein de l'équipe psychologique, éducative, rééducative et sociale, l'ancienneté moyenne de cette équipe au sein du centre déterminée, en fonction des équivalents temps plein subventionnés, la veille de l'engagement de ce nouveau travailleur est supérieure à 10 ans, la subvention pour frais de personnel de celui-ci est plafonnée au coût correspondant à un travailleur avec 5 années d'ancienneté maximum. Si ce nouveau travailleur exerce une fonction de chef-éducateur, d'éducateur chef de groupe ou de licencié en psychologie, la subvention pour frais de personnel est plafonnée au coût correspondant à un travailleur avec 10 années d'ancienneté maximum.</p> <p>On entend par nouveau travailleur, une personne dont les prestations dans le cadre de son contrat de travail précédent n'ont pas été subventionnées sur base du décret du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.</p> <p>La subvention prend en compte une indemnité octroyée aux directeurs subventionnés.</p> <p>Elle est accordée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les directeurs porteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé au 31 décembre 2000, perçoivent une indemnité de 5 % calculée sur la base de leur rémunération annuelle brute; b) les directeurs qui ne sont pas porteurs d'un diplôme universitaire, perçoivent une indemnité
--	---

	<p>correspondant à la différence entre leur barème et le barème d'un directeur universitaire.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de comptabilité à condition que la norme comptable prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de secrétariat social ou des frais de prestataires de service en matière de gestion des rémunérations et salaires reconnus par l'Office national de Sécurité sociale et à condition que la norme de l'équipe administrative prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de comptable, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de blanchisserie à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention est augmentée des frais de préparation de repas à condition que la norme du personnel technique prise en compte pour la subvention en frais de personnel ne soit pas entièrement utilisée.</p> <p>Dans ce cas, le montant de la subvention complémentaire est limité au montant correspondant à la norme non utilisée multipliée par un salaire annuel moyen basé sur une ancienneté de dix ans du barème de technicien, charges patronales comprises, compte tenu de 1 924 heures de travail par an.</p> <p>La subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM</p>
--	--

	<p>sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.</p> <p>A ces barèmes s'ajoute l'allocation Foyer-Résidence déterminée selon les principes fixés par le point 9 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Au montant ainsi obtenu est ajouté un taux de charges patronales plafonné à celui repris à l'annexe 10 du présent arrêté.</p> <p>Ce taux de charges patronales couvre les points 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10 et 11 de l'annexe V NM de l'arrêté NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum pour couvrir les frais justifiés de formation et de supervision du personnel subventionné.</p> <p>7. Les services d'interprétation des sourds</p> <p>Des subventions sont octroyées aux services d'interprétation pour sourds en matière de personnel et de fonctionnement.</p> <p>La subvention pour les frais de personnel couvre la masse salariale du personnel, à concurrence :</p> <p>1° d'un équivalent temps plein pour le personnel diplômé de l'enseignement supérieur;</p> <p>2° d'un équivalent trois quart-temps pour le personnel administratif.</p> <p>La subvention est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM.</p> <p>Cette subvention est augmentée d'un pour cent maximum de la subvention pour frais de personnel pour couvrir les frais de formation du personnel.</p> <p>Si la totalité de ce montant n'est pas utilisée pour un exercice, le solde peut être reporté une seule fois sur l'exercice suivant.</p> <p>La subvention pour les frais de fonctionnement du service est limitée à 11.069,43 euros.</p> <p>Cette subvention est augmentée de 2.913,01 euros pour couvrir les frais de formation continuée exposés en faveur des interprètes et des translittérateurs. Si la totalité de ce dernier montant n'est pas utilisée pour un exercice, le solde peut être reporté une seule fois sur l'exercice suivant</p>
--	--

	<p>8. Les initiatives</p> <p>Octroi de la compensation par appel à projets</p> <p>Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget justificatif</p>
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>1. Les centres de réadaptation fonctionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> - évaluations, visites et contrôles organisés par l'administration et fournir à l'administration tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle; - tenir une comptabilité par année civile suivant le modèle fixé par le membre du Collège; - fournir à l'administration un rapport annuel d'activités <p>A la demande de l'administration, les centres joignent les preuves de l'engagement du personnel occupé, des activités d'information déployées et des débours occasionnés par la formation du personnel.</p> <p>2. Les services d'accompagnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - tenir une comptabilité par année civile - s'engager à informer dans les quinze jours l'Administration, de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement du service, en particulier, de toute modification relative au personnel. <p>Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le service transmet à l'Administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté.</p> <p>Le service est tenu de transmettre à l'Administration pour la fin du mois suivant le mois concerné, la grille mensuelle d'interventions.</p> <p>La subvention annuelle est versée aux services sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée et est soldée sur base des dispositions prévues au présent chapitre.</p> <p>L'avance mensuelle tient compte de l'agrément accordé, des normes d'encadrement auxquelles peut prétendre le centre et de l'évolution du personnel engagé en terme de nombre, de qualification, de barème et d'ancienneté.</p> <p>Un dossier justificatif pour le calcul de la subvention annuelle est introduit par le service auprès de l'administration pour le 30 juin qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est demandée.</p> <p>Le dossier est établi conformément au modèle fixé par l'administration.</p> <p>Lorsque l'Administration constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures</p>

	<p>aux subventions annuelles dues, elle récupère le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour l'année en cours.</p> <p>3. Les entreprises de travail adapté</p> <p>- s'engager à informer dans les quinze jours l'Administration, de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement du service, en particulier, de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le service transmet à l'Administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté.</p> <p>Les états trimestriels sont introduits par l'entreprise auprès de l'administration. Ces états comprennent une déclaration détaillant pour chacun des mois du trimestre considéré et pour chaque travailleur, le type de contrat, le nombre d'heures de travail prestées et assimilées, la rémunération horaire, le montant des cotisations de sécurité sociale versées, ainsi que tout renseignement demandé par l'administration qui fixe le modèle de la déclaration et le mode de transmission des données.</p> <p>Ces états doivent être introduits avant l'expiration du deuxième mois qui suit le trimestre pour lequel l'intervention est demandée.</p> <p>Lorsque l'Administration constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions trimestrielles dues, elle récupère le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour le trimestre en cours.</p> <p>La décision d'octroi d'une subvention pour des biens immeubles cesse d'avoir effet d'office et de plein droit si les travaux ne sont pas entamés ou les achats ne sont pas effectués avant l'expiration du trimestre qui suit le trimestre qui a été retenu pour le début des travaux et la réalisation des achats. En outre, l'entreprise doit occuper, au plus tard à l'expiration d'un délai d'un an à compter de l'occupation des bâtiments achetés, construits ou transformés pour lesquels une subvention est accordée, le nombre de travailleurs handicapés prévu au quota. En cas d'achat d'un terrain, l'entreprise doit entamer les travaux de construction dans un délai de deux ans à compter de son achat. En cas d'inobservation des exigences précisées aux deux alinéas précédents, l'entreprise doit rembourser la subvention qui lui a été octroyée. Pour les biens immeubles, les pièces justificatives</p>
--	--

	<p>permettant la liquidation des subventions doivent être introduites à l'administration dans un délai de six mois à compter, soit de la date de la notification de la décision lorsque les travaux ou achats étaient déjà réalisés à cette date, soit de la date de réalisation des travaux ou de la date des factures d'achats lorsque cette réalisation ou ces achats sont postérieurs à la notification de la décision.</p> <p>En ce qui concerne l'équipement, en cas de changement de l'affectation de la subvention avant l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser une somme égale à la partie non amortie de la subvention sans que cette somme puisse être inférieure à 60 % du prix de vente. En cas de vente après l'expiration du délai d'amortissement, l'entreprise est tenue de rembourser 40 % du prix de vente. Cependant, si l'entreprise réinvestit le montant de la vente dans un bien d'équipement nécessaire à l'entreprise, elle n'est pas tenue de rembourser.</p> <p>En ce qui concerne les biens immobiliers, en cas de changement de l'affectation de la subvention, l'administration fait établir la valeur vénale des biens. L'entreprise est alors tenue de rembourser la part de la valeur vénale correspondant au pourcentage de subventionnement des biens par l'administration. Si l'entreprise réinvestit le montant de la vente dans un bien immobilier ayant la même affectation, elle n'est tenue de rembourser la plus-value qu'à concurrence du montant de la vente qui n'a pas été réinvesti.</p> <p>4. Les centres de jour et les centres d'hébergement</p> <p>Chaque centre agréé doit établir sa comptabilité conformément aux plans, comptes et bilans adoptés par le Collège.</p> <p>L'exercice comptable correspond à l'année civile.</p> <p>Une comptabilité analytique par agrément et le bilan de l'ASBL sont transmis à l'administration au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable, accompagnés des rapports d'un réviseur d'entreprise.</p> <p>- s'engager à informer dans les quinze jours l'Administration, de toute modification relative aux conditions d'agrément et de subventionnement du service, en particulier, de toute modification relative au personnel.</p> <p>Pour chaque membre du personnel engagé pendant la période d'agrément, le service transmet à l'Administration la copie de son contrat de travail, toute preuve qu'il remplit les conditions réglementaires relatives à sa fonction et à son ancienneté.</p> <p>La subvention annuelle est versée aux centres sous</p>
--	--

	<p>forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle est octroyée et est soldée sur base des dispositions prévues au présent chapitre.</p> <p>L'avance mensuelle tient compte de l'agrément accordé, des normes d'encadrement auxquelles peut prétendre le centre et de l'évolution du personnel engagé en terme de nombre, de qualification, de barème et d'ancienneté.</p> <p>Un dossier justificatif pour le calcul de la subvention annuelle est introduit par le centre auprès de l'administration pour le 30 juin qui suit l'année civile pour laquelle la subvention est demandée.</p> <p>Le dossier est établi conformément au modèle fixé par l'administration et comprend au minimum les pièces justificatives suivantes :</p> <p>Concernant la subvention pour frais généraux et la subvention pour frais personnalisés</p> <ul style="list-style-type: none"> - le grand livre des charges et des produits; - la balance générale; - les tableaux d'amortissement des actifs immobilisés et des dons et subsides en capital; - le nombre de personnes accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle. <p>Concernant le transport collectif;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les factures accompagnées de pièces justificatives qui précisent de manière globale les dates des transports effectués, le nombre de personnes handicapées transportées, leurs noms, leurs adresses et le nombre de kilomètres parcourus. <p>Concernant la subvention pour frais de personnel :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les comptes individuels de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction; * un détail des doubles pécules de tous les travailleurs ventilés par agrément et par fonction pour l'exercice qui suit celui pour lequel la subvention annuelle est déterminée; * l'attestation C 450bis émanant de l'ONSS; * l'attestation prouvant le paiement du précompte professionnel; * le décompte définitif de l'assurance-loi; * pour chaque accident de travail ayant donné lieu à une indemnisation, une photocopie de la déclaration transmise par le centre; * le décompte des indemnités versées en cas de dédommagement à la suite d'un accident de travail; * le décompte définitif de la médecine du travail; * la liste des bénéficiaires de l'indemnité complémentaire de prépension accompagnée du compte individuel de chaque intéressé. <p>Concernant les contributions financières des personnes handicapées les pièces justificatives déterminées par l'administration.</p>
--	---

	<p>Si le nombre de personnes accueillies ou hébergées sur une base moyenne annuelle dépasse la capacité agréée de base, les contributions financières déduites de la subvention accordée au centre sont réduites proportionnellement à la capacité agréée de base. Lorsque l'administration constate que, pour une année considérée, les avances mensuelles versées à un centre sont supérieures à la subvention annuelle due, elle récupère sur une période maximale de 12 mois le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour l'année en cours.</p> <p>5. Les services d'interprétation des sourds Les subventions annuelles sont versées sous forme d'avances mensuelles au plus tard le dernier jour ouvrable du mois qui précède celui pour lequel elle sont octroyées et sont soldées sur base des dispositions prévues. L'avance mensuelle tient compte de l'évolution du personnel en terme de qualification, de nombre et d'ancienneté. En cas de non-respect du délai de quinze jours au terme desquels le service est tenu d'informer l'Administration de toute modification relative aux conditions de son agrément et de son subventionnement, le calcul des avances mensuelles ne prendra pas ces modifications en compte. Un dossier justificatif pour le calcul des subventions annuelles est introduit par le service auprès de l'Administration pour le 30 juin de l'exercice qui suit l'année civile pour laquelle les subventions sont demandées. L'Administration vérifie le dossier justificatif. Elle établit la différence entre la somme des avances et le montant des subventions annuelles. Elle soumet une proposition de décision au service qui dispose d'un délai de 6 semaines pour communiquer ses observations. L'Administration transmet alors le résultat du calcul définitif dans un délai de 6 semaines. Lorsque l'Administration constate que les avances mensuelles versées au service sont supérieures aux subventions annuelles dues, elle récupère le trop perçu par compensation avec les avances mensuelles à verser pour l'année en cours.</p> <p>6. Les initiatives Introduction de pièces justificatives au terme de l'activité Contrôle des pièces justificatives fournies Visite et contrôle sur place Remboursement du trop-perçu sur la base du dossier justificatif accepté</p>
--	--

Montant de l'aide octroyée 2012	
Montant total de l'aide octroyée	Centres de réadaptation fonctionnelle : 56.901.845,13 € Services d'accompagnement : 6.229.460,88 € Entreprises de travail adapté : 24.709.459,65 € Services d'interprétation des sourds : 434.716 € Initiatives : 29.484,96 €
Autres informations quantitatives	

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

Les Services d'accompagnement (SA) ont été repris en SIEG car il y a une contribution financière mais qui est symbolique (1,60€ à 15,92€ par mois).

Les centres de réadaptation fonctionnelle (CRF) relèvent plutôt du secteur médical et sont essentiellement financés par l'INAMI. Les subventions du service PHARE sont marginales.

Pour les entreprises de travail adapté (ETA), les chiffres repris sont ceux des subventions accordées par le Service PHARE qui constituent l'essentiel de leurs subventions.

Les centres de jour, les centres d'hébergement et les centres de jour pour enfants scolarisés ont été repris en SIEG car il y a une contribution financière liée à la situation sociale des bénéficiaires. Les montants repris sont ceux correspondant aux subventions octroyées par PHARE, ils constituent la quasi-totalité de leurs recettes.

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	L'inclusion sociale des groupes vulnérables
SOUS-SECTEUR	Cohésion sociale

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

15 mai 2004 - Décret relatif à la cohésion sociale (version consolidée mise à jour au 13-02-09)

26 mai 2005. - Arrêté 2005/9 du Collège de Cocof portant exécution du décret de Cocof du 13 mai 2004 relatif à la cohésion sociale

Description du mode d'organisation des services concernés	
<p>Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné.</p> <p>Contenu des services considérés comme des SIEG.</p>	<p>1. Le contrat communal de cohésion sociale : 13 contrats communaux et 188 conventions spécifiques</p> <p>Le Collège propose aux communes relevant de « l'Espace de développement renforcé du logement et de la rénovation » la négociation et la signature d'un contrat communal de cohésion sociale répondant aux priorités suivantes pour le quinquennat 2011-2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le soutien et l'accompagnement scolaire avec un accent particulier porté sur les aides spécifiques aux adolescents ; - L'alphabétisation et l'apprentissage du français pour adultes peu ou non scolarisés ; - L'accueil et l'accompagnement des primo-arrivants. <p>Par ailleurs, les actions menées doivent concourir à la mixité culturelle, la mixité de genre, la mixité d'âge et la mixité sociale.</p> <p>Afin de garantir la bonne exécution de ces contrats, le Collège peut financer une coordination locale chargée, en concertation avec les Services du Collège, de sélectionner les projets du milieu associatif après appel public à projets, d'en organiser la coordination, de les accompagner au niveau administratif et de les évaluer.</p> <p>2. Le contrat régional de cohésion sociale : 54 contrats régionaux</p> <p>Le contrat régional de cohésion sociale détermine, pour une durée maximale de cinq ans, la manière dont les objectifs fixés par le Collège seront poursuivis par les associations.</p> <p>Il fixe un ou plusieurs objectifs spécifiques aux associations concernées, et détermine le</p>

	<p>projet qu'elles entendent développer, le public qu'elles visent, la finalité de leur action, le budget qui leur est alloué, ainsi que les critères et modalités d'évaluation de leur travail.</p> <p>Les contrats régionaux de cohésion sociale sont précédés d'un appel à projet lancé par le Collège.</p> <p>3. Le Centre régional d'appui à la cohésion sociale : 1 centre régional agréé</p> <p>Le Centre régional est chargé d'élaborer, en concertation avec les coordinations locales, un rapport annuel sur l'application du décret dans l'ensemble de la Région, et de proposer au Collège des orientations nouvelles pour cette politique. Ce rapport est communiqué à l'Assemblée de la Commission communautaire française.</p> <p>Il organise la rencontre des acteurs de la cohésion sociale au niveau régional.</p> <p>4. Centre régional pour le développement de l'alphabétisation et l'apprentissage du français : 1 centre régional agréé</p> <p>Ce centre régional est chargé de :</p> <p>1° accueillir et orienter les adultes francophones et non francophones vers les dispositifs d'alphabétisation et d'apprentissage du français les plus adéquats;</p> <p>2° coordonner sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale les dispositifs d'alphabétisation pour les adultes francophones et d'alphabétisation et d'apprentissage du français pour les adultes non francophones et apporter, à la demande de ses partenaires, son expertise méthodologique et pédagogique en cette matière;</p> <p>3° dispenser des cours d'alphabétisation aux personnes adultes, quelle que soit leur origine, qui ne disposent pas d'une maîtrise suffisante de l'écrit en français;</p> <p>4° dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français aux personnes adultes peu ou non scolarisées dont la langue maternelle n'est pas le français et qui ne disposent pas d'une maîtrise suffisante de l'oral et de l'écrit en français;</p> <p>5° former les personnes chargées de dispenser les cours d'alphabétisation et d'apprentissage du français visés aux points 3° et 4° ainsi que les autres professionnels nécessaires à l'organisation de ces formations;</p> <p>6° détacher auprès de ses partenaires associatifs et publics des formateurs qualifiés pour dispenser des cours d'alphabétisation et d'apprentissage du</p>
--	--

	<p>français aux personnes peu ou non scolarisées.</p> <p>5. Centre Bruxellois d'Action Interculturelle Le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle est une association-relais entre les associations du terrain, les pouvoirs publics régionaux et les médias. Il constitue un soutien et un encouragement de la vie associative. La subvention annuelle allouée par le Collège permet d'intervenir dans les missions suivantes : - soutien des associations par une aide logistique ; - organisation des manifestations propres à la cohésion sociale en suscitant une synergie entre les productions sociales et culturelles des différentes communautés ; - organisation de formations de personnes issues de l'immigration et de professionnels des secteurs non-marchand dans le but d'améliorer l'implication de tous dans une société multiculturelle ; - sensibilisation du public régional aux aspects positifs et constructifs d'une société interculturelle.</p> <p>6. Fonds d'impulsion à la politique des Immigrés (FIPI) : 35 projets locaux Le Fonds d'impulsion à la politique des immigrés (F.I.P.I.) a été créé en 1991 par le Gouvernement fédéral. Son objectif est de soutenir des projets favorisant l'intégration sociale des personnes d'origine étrangère, la prévention des discriminations et le dialogue interculturel. Depuis 1993, le secrétariat du FIPI est assuré par le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Les projets ou les organismes soutenus par le FIPI doivent concourir à l'amélioration du cadre de vie et à l'égalité des chances dans les zones d'action définies par les Régions comme prioritaires. Les cinq grandes villes du pays et leur agglomération (Anvers, Bruxelles, Charleroi, Gand et Liège) bénéficient de 75% des crédits disponibles. Les demandes introduites doivent participer à la réalisation d'une ou plusieurs dimensions de l'intégration décrites ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la promotion de l'égalité et de la diversité dans l'ensemble des secteurs de la vie sociale et culturelle et économique ; • la participation à la vie sociale, culturelle, économique et politique, et l'acquisition de ressources utiles à l'exercice du libre choix et de l'autonomie de la personne ; • l'amélioration de l'échange et de la connaissance mutuelle entre les
--	--

	<p>différentes communautés, ainsi que le dialogue interculturel ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • le soutien aux dynamiques locales favorisant la cohésion sociale ; • la mixité sociale, culturelle, intergénérationnelle et de genre du public; • l'émancipation des femmes et des jeunes filles ; • la lutte contre le racisme et les discriminations. <p>Les activités subsidiaires par le FIPI doivent être destinées à titre principal à des personnes d'origine ou de nationalité étrangère, avec une attention particulière pour les primo-arrivants et pour les femmes. Elles concourront à renforcer la mixité sociale et culturelle. Pour ce faire, le Fonds d'impulsion soutient la mise en œuvre de programmes relevant d'une des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la promotion de la réussite scolaire (mise à niveau, orientation, prévention du décrochage et de l'absentéisme) ; • l'amélioration des opportunités de formation des personnes d'origine étrangère et de leur position sur le marché du travail ; • l'enseignement des langues nationales ; • la promotion sociale (la mise à niveau des connaissances et l'alphabétisation) ; • les activités socioculturelles et les activités sportives ; • l'assistance psychologique, sociale ou médicale adaptée aux publics issus de l'immigration ; • la formation des professionnels travaillant avec un public multiculturel ; • la coordination d'un partenariat local oeuvrant à la cohésion sociale ; • la traduction et l'interprétariat social. <p>7. Initiatives : 31 projets locaux</p> <p>Le Collège peut soutenir, dans la limite des moyens financiers inscrits au budget général des dépenses de la CoCof des projets ponctuels dits « d'initiatives » s'inscrivant dans des processus sociaux qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus, sans discrimination, l'égalité des chances et des conditions, le bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu. Ces processus visent en particulier la lutte contre toute forme de discrimination et d'exclusion</p>
--	---

	<p>sociale par le développement de politiques d'intégration sociale, d'interculturalité, de diversité socioculturelle et de cohabitation des différentes communautés locales.</p>
Formes de mandat	<ul style="list-style-type: none"> - Contrat communal : Convention spécifique signée entre l'association, l'autorité locale et l'autorité régionale - Contrat régional : Contrat spécifique signé entre l'association et l'autorité régionale - Centre régional d'appui à la cohésion sociale et Centre régional de développement de l'alphabétisation : Arrêté de désignation du Collège de la CoCof pour mener les missions décrétales - Centre Bruxellois d'Action Interculturelle : Arrêté de subventionnement - FIPI : Convention signée entre l'association, le représentant de l'autorité fédérale et l'autorité régionale - Initiatives : Arrêté de subventionnement
Durée du mandat	<p>5 ans pour les contrats communaux, régionaux, le Centre régional d'appui et le Centre régional d'alphabétisation</p> <p>1 an pour le CBAI, le FIPI et pour les Initiatives</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	<p>Uniquement pour le Centre régional d'appui à la cohésion sociale, le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle et pour le Centre régional de développement de l'alphabétisation</p>
<p>Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé.</p> <p>Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation</p>	<p>1. Le Contrat communal de cohésion sociale</p> <p>80 % du budget de la cohésion sociale sont répartis entre les communes. Le Collège fixe et pondère les critères qui déterminent la répartition du montant entre elles.</p> <p>Ces critères portent sur les indices socio-économiques des communes et des difficultés sociales rencontrées par leur population et sont, au minimum, les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - densité de la population; - pourcentage d'étrangers inscrits au registre d'attente ou au registre des étrangers; - pourcentage de personnes bénéficiant du revenu d'intégration et de l'aide sociale financière équivalente à ce revenu; - impôt des personnes physiques;- faible commodité des logements; - vétusté des logements; - faiblesse d'accès à Internet; - absence de véhicule automobile; - fragilité socio-sanitaire; - part de subside régional dans les contrats de sécurité et de prévention;

	<p>- part dans la dotation générale aux communes. Les subventions ne permettent, généralement pas, de couvrir la totalité des besoins financiers occasionnés lors de la réalisation des projets.</p> <p>2. Le contrat régional de cohésion sociale. 20 % du budget alloué à la cohésion sociale sont consacrés aux projets régionaux ou intercommunaux, à des projets qui n'ont pas été inclus dans un contrat communal de cohésion sociale Le financement des contrats de cohésion sociale s'opère par la liquidation de subventions aux associations.</p> <p>Les subventions ne permettent, généralement pas, de couvrir la totalité des besoins financiers occasionnés lors de la réalisation des projets.</p> <p>3. FIPI : Sont pris en charge : 1°/ les frais de fonctionnement et de personnel Ou 2°/ les frais d'investissement et/ou d'infrastructure : investissement pour l'acquisition, la rénovation ou l'aménagement d'une infrastructure ouverte au public pour des activités socioculturelles, éducatives, artistiques ou sportives Les subventions ne permettent, généralement pas, de couvrir la totalité des besoins financiers occasionnés lors de la réalisation des projets.</p> <p>4. Initiatives : Octroi de la compensation suite à des demandes individuelles et ponctuelles adressées auprès du Membre du Collège ou de l'Administration</p> <p>L'intervention financière porte sur des frais de personnel et de fonctionnement et est fonction du budget prévisionnel.</p>
Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter	<p>Pour les contrats communaux et régionaux, une avance égale à 90 % de la subvention est liquidée au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, au profit des associations dont la subvention globale ne dépasse pas 10.000 euros. Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège.</p> <p>Les associations dont la subvention globale est supérieure à 10.000 euros reçoivent, au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, une</p>

	<p>première avance de 50 % de la subvention, et au plus tard le 30 juin, une deuxième avance égale à 40 % de la subvention. Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège.</p> <p>L'association tient une comptabilité en partie double par année budgétaire et fournit annuellement un bilan et un compte de recettes et de dépenses selon le modèle imposé par le Collège.</p> <p>Le Collège désigne les agents de l'administration chargés du contrôle de l'application des dispositions du décret et des arrêtés pris en exécution de celui-ci.</p> <p>Les coordinations locales et les associations subsidiées sont tenues de leur garantir le libre accès à leurs locaux et aux documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.</p> <p>Introduction d'un rapport d'activités et de pièces justificatives au terme de l'activité</p> <p>Remboursement du trop perçu sur base des pièces justificatives admissibles. Celles-ci sont établies par circulaire.</p> <p>Dans le cadre du FIPI, les instructions relatives aux modalités de justification des subsides sont établies par circulaire.</p> <p>Dans les autres cas, les arrêtés de subventionnement contiennent les modalités de justification des montants alloués.</p>
Montant de l'aide octroyée 2012	
Montant total de l'aide octroyée	152.267.466,42 € - dont SIEG 44.750.165,83 €
Autres informations quantitatives	<p>COCOF Cohésion sociale : 10.427.264,43 € - dont SIEG 3.119.828,47 €</p> <p>ventilé comme suit :</p> <p>Contrats communaux : 6.757.510,82 € - dont SIEG 1.312.288,57 €</p> <p>Contrats régionaux : 1.535.605,50 € - dont SIEG 428.674,46 €</p> <p>Centre régional d'appui en cohésion sociale: 234.033,65 € - dont SIEG 234.033,65 €</p> <p>Centre régional d'alphabétisation : 840.937,79 € dont SIEG 840.937,79 €</p> <p>FIPI : 561.966,67.000 € - dont SIEG 43.894,00 €</p> <p>Initiatives : 343.210 € - dont SIEG 106.000 ,00€</p> <p>Centre Bruxellois d'Action Interculturelle : 154.000 € - dont SIEG 154.000 €</p>

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

- les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique
- la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique
- la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni
- la difficulté d'établir l'existence d'un marché donné caractérisé par la confrontation d'une offre et d'une demande
- la difficulté d'établir si les appels à proposition peuvent aboutir à des distorsions de concurrence
- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant

FICHE COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE

CATEGORIE	Services sociaux
SECTEUR	L'accès et la réinsertion sur le marché du travail

1. DESCRIPTION DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG ET DE L'ENCADREMENT SIEG ET MONTANTS OCTROYES

Base légale :

28 OCTOBRE 1991. - Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions d'agrément des Centres de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle.

Arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle (arrêté « non-marchand »).

17 JUILLET 2003. - Décret de la Commission communautaire française relatif à la création d'un service à gestion séparée chargé de la gestion et de la promotion de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises à Bruxelles

Arrêté 2004/144 du 18 novembre 2004 du Collège de la Commission communautaire française modifiant certaines dispositions de l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle (arrêté « barèmes lissés »).

1^{er} AVRIL 2010. - Arrêté 2009/758 relatif au subventionnement des centres agréés de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Description du mode d'organisation des services concernés	
Type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné. Contenu des services considérés comme des SIEG.	<p>1. Institut Bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP)</p> <p>L'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP), connu sous la dénomination de Bruxelles Formation est l'organisme d'intérêt public chargé de la formation des adultes francophones en Région de Bruxelles-Capitale.</p> <p>Parmi les missions organiques et résiduares</p>

	<p>attribuées à Bruxelles Formation en vertu du Décret du 17 mars 1994, du Décret du 27 avril 1995, de l'Accord de Coopération avec l'Etat fédéral, les missions prioritaires de Bruxelles Formation sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation des Demandeurs d'Emploi en vue de favoriser leur accès à l'emploi, avec une priorité aux Demandeurs d'Emploi de moins de 25 ans ainsi qu'aux autres catégories de Demandeurs d'Emploi concernés par un dispositif d'accompagnement obligatoire dans le chef d'ACTIRIS et dont la Construction de projet professionnel comprend une action de formation. • Formation des travailleurs afin de répondre aux défis de développement régional bruxellois. • Identification des compétences des Demandeurs d'Emploi par des processus de reconnaissance des compétences acquises en formation, de certification ou de validation des compétences, de sélection ou de screening. • Organisation et Régie des partenariats avec les autres acteurs offrant des services de formation en vue d'améliorer quantitativement et qualitativement l'offre de formation à Bruxelles et suivi de l'exécution de ces actions. • Régie des Organismes d'insertion socioprofessionnelle en vue d'accroître les chances des Demandeurs d'Emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle, de fournir les qualifications nécessaires à l'entrée des Demandeurs d'Emploi en formation professionnelle qualifiante ou de rechercher les complémentarités entre le secteur de l'insertion socioprofessionnelle et Bruxelles Formation. • Observation et analyse du champ de la formation afin de soutenir l'orientation des publics et l'aide à la décision, notamment en matière de services à développer sur le territoire bruxellois. <p>2. Centre de formation des PME-EFP</p> <p>L'EFP est constitué en association sans but lucratif régie par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique. Le Centre de formation en alternance des Classes moyennes prépare, en Région bruxelloise, à plus de 70 métiers (formations diplômantes), en fonction du profil du candidat et quel que soit son âge.</p> <p>Le centre a pour missions :</p> <p>1° de gérer et promouvoir, avec le concours du SFPME, service à gestion séparée constitué au sein de la Commission communautaire française dont il</p>
--	---

	<p>relève, la formation permanente des Classes moyennes (l'apprentissage; la formation de chef d'entreprise; la formation continue; le perfectionnement pédagogique.)</p> <p>2° d'organiser les cours, l'évaluation continue et les examens dans le cadre de l'apprentissage, de la formation de chef d'entreprise et de la formation continue;</p> <p>3° d'assurer la guidance pédagogique des personnes inscrites aux cours;</p> <p>4° d'élaborer les programmes et d'organiser les activités de la formation continue;</p> <p>5° de délivrer les attestations, certificats et diplômes requis.</p> <p>3. Ateliers de formation par le travail: 13 associations agréées</p> <p>organisent des opérations de formation par le travail qui procèdent par une mise en situation de travail réel dans un cadre d'activités organisées au sein même de l'organisme, donnant lieu à la production, commercialisation ou non, de biens ou de services. Elles consistent en l'acquisition des pré-requis professionnels nécessaires à l'exercice d'un emploi ou la poursuite d'une formation qualifiante.</p> <p>4. Initiatives</p> <p>soutien aux actions visant à promouvoir, organiser, améliorer, analyser, évaluer, maintenir ou rétablir la formation professionnelle et l'insertion socioprofessionnelle de publics fragilisés.</p>
Formes de mandat	<p>Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP)</p> <p>Contrat de gestion</p> <p>Signé fin 2011 par le Ministre de la Formation professionnelle, les membres du Comité de gestion et la Direction générale de Bruxelles-Formation, le Contrat de gestion 2012-2016 est entré en vigueur le 1er janvier 2012. Dans ce contrat, Bruxelles-Formation a été confirmé et consolidé dans ses deux missions : opérateur et régisseur de la Formation professionnelle.</p> <p>Centre de formation des PME-EFP</p> <p>Arrêté portant agrément du centre de formation ; Arrêté relatif au subventionnement du Centre.</p> <p>Ateliers de formation par le travail</p> <p>Arrêtés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - portant agrément (ou renouvellement d'agrément) des organismes d'insertion socioprofessionnelle en application du décret du 27 avril 1995 ; - fixant les catégories de subventionnement des

	<p>organismes d'insertion socioprofessionnelle agréés par la Commission communautaire française en application du décret du 27 avril 1995 et de l'arrêté 2001/549 du 18 octobre 2001</p> <p>Initiatives Arrêté de subventionnement</p>
Durée du mandat	<p>Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP)</p> <p>La durée du Contrat de gestion est fixée à 5 ans, à compter de sa date d'entrée en vigueur. Si à l'échéance du Contrat aucun autre nouveau Contrat de Gestion n'a été conclu, ce Contrat est prorogé de plein droit pour une période d'un an après quoi le Collège peut, par arrêté, fixer des règles provisoires concernant les matières dont ce Contrat fait l'objet.</p> <p>Centre de formation des PME-EFP Mandat à durée indéterminée</p> <p>Ateliers de formation par le travail - agrément : 3 ans, renouvelable - arrêté fixant les catégories de subventionnement : annuel</p> <p>Initiatives un an, renouvelable</p>
Droits exclusifs ou spéciaux accordés	<p>Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP) Le décret du 17 mars 1994 confie à l'institution une double mission : organiser et gérer la formation professionnelle des adultes francophones en Région bruxelloise. Le cœur du métier de Bruxelles-Formation est de renforcer, par la Formation professionnelle sous toutes ses formes, la capacité des chercheurs d'emploi et des travailleurs à s'insérer durablement sur le marché du travail en développant leurs compétences, et en permettant ainsi de rencontrer les besoins de la Société et de recrutement des employeurs. Le Contrat de gestion fixe les règles et les conditions selon lesquelles Bruxelles Formation exerce les missions qui lui sont confiées et règle les obligations des Parties au Contrat.</p> <p>Centre de formation des PME-EFP Missions définies dans le cadre de l'Accord de coopération du 20 février 1995, modifié par un avenant en juin 2003.</p>

	<p>Ateliers de formation par le travail Décret du 27 avril 1995 de la Commission communautaire française relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle en vue d'accroître les chances des demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle.</p> <p>Initiatives Définis dans l'arrêté de subventionnement</p>
<p>Mécanisme de compensation pour les services concernés y compris l'instrument d'aide utilisé.</p> <p>Méthodologie utilisée pour déterminer la compensation</p>	<p>Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP) Les subventions versées par la COCOF couvrent les charges auxquelles Bruxelles Formation doit faire face en raison des missions qui lui sont attribuées, par ou en application du Décret du 17 mars 1994 ainsi que par le Contrat de gestion. Les parties conviennent de discuter annuellement de l'allocation des moyens budgétaires nécessaires à la bonne exécution du Contrat de gestion à l'aune de son évaluation et de l'évaluation du Plan de Développement. Pour les années 2012 à 2016, le Collège a marqué son accord sur le principe de l'indexation de la part des frais de personnel de Bruxelles Formation financée via la dotation de la Commission communautaire française. Si des besoins de moyens financiers additionnels devaient apparaître pour la réussite de la mise en œuvre du Contrat de gestion, Bruxelles formation s'engage à les identifier, les quantifier et les justifier dans le cadre de l'élaboration de son Plan de Développement annuel et à adresser une demande circonstanciée au Ministre.</p> <p>Centre de formation des PME-EFP Une subvention annuelle est octroyée au Centre pour l'exercice de ses missions déterminées par l'accord de coopération de 1995, à l'exception de la formation continue et du perfectionnement pédagogique. Le Ministre détermine annuellement le montant de la subvention octroyée au Centre. Le Centre tient une comptabilité qui fait apparaître une distinction entre les frais couverts par le subventionnement et les frais couverts par les recettes propres du Centre. Le Centre doit établir son budget en faisant apparaître une distinction entre les dépenses couvertes par le subventionnement et les dépenses couvertes par les recettes propres ou autres du Centre. Cette subdivision doit elle-même être</p>

	<p>subdivisée en tenant compte des types de frais.</p> <p>Ateliers de formation par le travail</p> <p>L'autorité finance le personnel pédagogique et de coordination pédagogique.</p> <p>L'équipe de base subventionnée est définie en fonction du volume d'activité de l'organisme calculé sur la moyenne des trois dernières années et comprend les postes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisme de catégorie 1 jusqu'à 15 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 1 ETP formateur cl. 2 ou 0.75 ETP formateur cl. 1 • Organisme de catégorie 2 de 15 à 25 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 1.5 ETP formateur cl. 2 ou 1.25 ETP formateur cl. 1 • Organisme de catégorie 3 de 25 à 35 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 1.75 ETP formateurs cl. 2 ou 1.50 ETP formateur cl. 1 • Organisme de catégorie 4 de 35 à 45 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 2 ETP formateurs cl. 2 ou 1.75 ETP formateurs cl. 1 • Organisme de catégorie 5 de 45 à 55 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 2.5 ETP formateurs cl. 2 ou 2.25 ETP formateurs cl. 1 + 0.5 ETP coordinateur pédagogique • Organisme de catégorie 6 Plus de 55 000 heures/an : <ul style="list-style-type: none"> ◦ 3 ETP formateurs cl. 2 ou 2.75 ETP formateurs cl. 1 + 0.5 ETP coordinateur pédagogique • Atelier de Formation par le Travail : <ul style="list-style-type: none"> ◦ + 0.5 ETP formateur cl. 2 en plus de l'équipe à laquelle leur donne droit leur catégorie de subventionnement • Missions locales <ul style="list-style-type: none"> ◦ 1 ETP coordinateur pédagogique <p>Des frais de fonctionnement forfaitaires sont octroyés aux organismes agréés. Ils sont modulés en fonction de la catégorie dans laquelle ils sont agréés. Ces montants sont indexés chaque année et sont fixés comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • organisme de catégorie 1 3.718,40 euros • organisme de catégorie 2 4.710 euros • organisme de catégorie 3 5.949,44 euros • organisme de catégorie 4 7.188,91 euros • organisme de catégorie 5 8.428,38 euros • organisme de catégorie 6 9.667,85 euros <p>(Arrêté 2001 /549)</p> <p>Sauf modification de la décision d'agrément le</p>
--	---

	<p>concernant en fonction des dispositions de l'article 11 du décret "ISP", l'organisme reste dans la même catégorie de subventionnement durant toute la durée de l'agrément qui lui est octroyé. Aucun changement de catégorie n'est proposé tant que le volume d'activité de l'organisme ne connaît pas une modification supérieure à 10 % (à la hausse ou à la baisse). En cas de passage dans une catégorie inférieure, la modification du financement de l'organisme ne prend effet que six mois après la notification de la décision. Toute modification d'affectation d'un poste subventionné doit être immédiatement notifiée à l'administration.</p> <p>La subvention pour frais de formation continuée s'élève à 1 % de la masse salariale du personnel des organismes agréés affecté à des missions d'insertion socioprofessionnelle, à l'exception du personnel des missions locales.</p> <p>Initiatives Octroi de la compensation par appel à projets Intervention dans les frais de personnel et de fonctionnement sur base d'un budget justificatif</p>
<p>Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens de les éviter</p>	<p>Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP) Bruxelles Formation s'est engagé à</p> <ul style="list-style-type: none"> • fournir les informations nécessaires à la mesure de l'efficacité des activités • mettre en œuvre une comptabilité analytique afin de fournir une vision plus fine des coûts de revient par service et par activité. Les coûts moyens visibiliseront à minima les frais directement liés à la prestation de services et ceux relatifs au support ; • En ce qui concerne plus particulièrement la Formation des Travailleurs, Bruxelles Formation mettra en œuvre une comptabilité analytique stricte permettant de déterminer le coût de ces formations. <p>Il est prévu que la trésorerie de Bruxelles Formation soit centralisée avec celle de la COCOF. Les modalités de cette centralisation feront l'objet d'une convention entre Bruxelles Formation, la COCOF et le caissier de celle-ci et le cas échéant, de l'adoption d'un cadre réglementaire quant à la gestion centralisée des comptes.</p> <p>Le Ministre en charge de la Formation professionnelle et le Ministre en charge du Budget, pour chacun ce qui le concerne, doivent être tenus régulièrement informés par Bruxelles Formation de l'exécution de ces missions au titre du nouveau Contrat, et disposent d'un pouvoir de contrôle à</p>

l'intermédiaire des Commissaires du Collège conformément à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains Organismes d'intérêt public. Dans le respect de ses obligations légales, Bruxelles Formation s'engage à mettre à disposition du Ministre en charge de la Formation professionnelle toute information utile en matière de définition, analyse et suivi de la politique en matière de formation et toute information budgétaire y relative au Ministre en charge du Budget. Conformément aux articles 6, 11 et 12 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains Organismes d'intérêt public, le Ministre en charge de la Formation professionnelle et le Ministre en charge du Budget, pour chacun ce qui le concerne, peuvent exiger de Bruxelles Formation la transmission de tous renseignements complémentaires relatifs aux rapports annuels, à la situation administrative et pécuniaire de son personnel, aux emprunts ainsi qu'aux placements des avoirs et disponibilités. Le Ministre en charge de la Formation professionnelle et le Ministre en charge du Budget, pour chacun ce qui le concerne, se réservent le droit de faire procéder, par leurs moyens propres ou à leurs frais, par un expert, au contrôle du respect de tous les engagements de Bruxelles Formation. S'il apparaît que Bruxelles Formation n'a pas rencontré les engagements qui lui sont fixés dans le cadre du Contrat de gestion, le Collège peut revoir sa dotation pour les années suivantes, en tenant compte, le cas échéant, des charges fixes et variables et de l'effet d'une éventuelle diminution de la dotation sur l'offre de services.

Centre de formation des PME-EFP

Toute dépense non justifiée ou dont la justification n'est pas admissible vient en déduction du solde. Si les dépenses justifiées ne couvrent pas le montant de la subvention octroyée, le solde sera limité au montant réellement justifié.

Si les montants perçus à titre d'avances sont supérieurs au montant réellement justifié, le trop-versé viendra en déduction d'une des tranches de la subvention à laquelle le Centre peut prétendre lors de l'exercice suivant.

Un projet de budget est rentré annuellement auprès du Service. Il est accompagné d'un tableau prévisionnel des dépenses admissibles, établi par type de frais.

Ateliers de formation par le travail

Aucun changement de catégorie n'est proposé tant que le volume d'activité de l'organisme ne connaît pas une modification supérieure à 10 % (à la hausse

	<p>ou à la baisse).</p> <p>En cas de passage dans une catégorie inférieure, la modification du financement de l'organisme ne prend effet que six mois après la notification de la décision.</p> <p>Les subventions sont liquidées par avances trimestrielles.</p> <p>Le solde de la subvention d'une année n'est versé qu'après remise des pièces justificatives, comptes et bilan et rapport d'activités.</p> <p>L'article 13, §4 du décret du 27 avril 1995 stipule que « les organismes sont tenus de s'assurer des financements complémentaires, nécessaires à la mise en œuvre des actions, auprès des pouvoirs publics, et d'éventuels fonds professionnels, compétents en matière de formation, d'emploi et d'éducation permanente ».</p> <p>Initiatives</p> <p>Modalités de contrôle/remboursement des pièces justificatives (sur base des activités réalisées, période de couverture, types de frais éligibles).</p> <p>Si, après contrôle des pièces justificatives, le montant des justificatifs accepté est inférieur au montant octroyé, la subvention ne sera liquidée qu'à concurrence des justificatifs acceptés. Si le montant des justificatifs acceptés est inférieur au montant déjà liquidé, la Commission communautaire française réclamera la différence au bénéficiaire.</p>
Montant de l'aide octroyée 2012	
Montant total de l'aide octroyée	<p>Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle (IBFFP) : 31.642.000,00 €</p> <p>Centre de formation des PME-EFP : 7.813.000,00 €</p> <p>Ateliers de formation par le travail : 1.142.800,75€</p> <p>Initiatives : 67.789,75€</p>
Autres informations quantitatives	

2. DIFFICULTES RENCONTREES LORS DE L'APPLICATION DE LA DECISION SIEG OU DE L'ENCADREMENT

- les notions de SIGNE et de SIEG telles que définies par la Commission européenne souffrent d'un manque de clarté sur le plan terminologique
- la marge de manœuvre laissée par la Commission européenne aux Etats membres pour définir ce qu'est une mission d'intérêt général qui relève d'un pouvoir discrétionnaire des autorités subsidiaires crée une insécurité juridique
- la difficulté d'identifier avec précision l'existence d'une rémunération correspondant à une contrepartie économique du service fourni
- la notion de « mission d'intérêt général » se confond souvent avec un ensemble d'activités spécifiques à remplir

3. PLAINTES DE TIERS INTERESSES

Néant

4. DIVERS

Néant